

Grèce

L'explosion sociale



Athènes, le 10 février. Les manifestants anti-austérité affrontent la police. (REUTERS/JOHN KOLESIDIS)

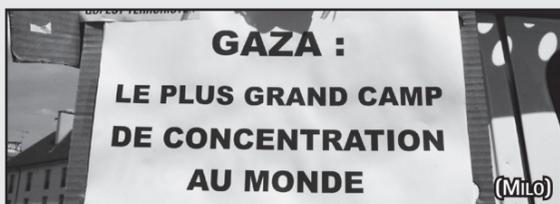
Dimanche 12 janvier, plus de 80 000 personnes se sont rassemblées à Athènes pour refuser le nouveau train de mesures de misère que le gouvernement dit d'union nationale a fait semblant de marchander avec la troïka (FMI, Union européenne, Banque européenne).

Ce dimanche soir, les interventions des députés au Parlement ont quelque chose d'irréel : toute la semaine, des dizaines de milliers de travailleurEs se sont mobiliséEs partout dans le pays, sous diverses formes. Et comme si de rien n'était, 199 députés viennent de voter le plan, avec sa mesure symbolique : baisse de 22% du Smic, se traduisant pour les jeunes travailleurEs par une baisse encore plus forte qui les doterait d'un salaire d'environ 500 euros.

En même temps que l'enfoncement du pays dans la misère – on ne compte plus les initiatives de solidarité avec les sans-logis, les pauvres de toute provenance –, il faut prendre en compte la crise politique qui s'accélère, avec pourtant un vide à gauche qui pourrait ouvrir la voie à des perspectives bien peu démocratiques. Un sondage paru ce jour dans *Paron tis Kyriakis* donne plusieurs éléments : d'abord, 48% des sondés préfèrent la faillite du pays et 38% la refusent. Ce chiffre renforce à sa manière ce que la

gauche radicale et anticapitaliste dit depuis des mois : les mémorandums et autres mesures non seulement appauvrissent la population, mais elles n'ouvrent aucune perspective de relance, contrairement à ce que claironnent les hérauts libéraux ! Ce constat est aujourd'hui largement partagé, y compris par des « compagnons de route » de la social-démocratie traditionnelle. Mais les pourcentages de vote pour les partis sont aussi impressionnants : le Pasok, largement élu en 2009, passe au quatrième rang

SUITE PAGE 2



REGARDS
Palestine, face au mur
Page 2



CAMPAGNE
Poutou 2012.
Pages 4 et 5



ACTU INTERNATIONALE
Solidarité avec le peuple syrien
Page 9

Agenda

16 février, réunion publique, Bobigny.

Réunion publique du NPA 93 avec Alain Krivine.
RV à 19h30, alle Maurice-Niles,
11 rue du 8 mai 1945, Bobigny.

18 février, manif PSA, Aulnay.

Tous les syndicats de PSA Aulnay : CGT-SIA-SUD-CFDT-CFTC-FO-CGC appellent à manifester contre la fermeture de PSA Aulnay.
RV à 13h30, place du Général-de-Gaulle, en face de la gare RER d'Aulnay-sous-Bois. (lire page 3)

18 février, rassemblement Grèce, Paris.

Un appel à l'initiative des étudiantEs et travailleurEs grecs et des IndignéEs est proposé unitairement pour organiser une manifestation.
RV à 14 heures, parvis des Droits-de-l'homme au Trocadéro.

24 février, Fralib, Paris.

Le comité national de soutien aux Fralib vous appelle à participer au rassemblement national de lutte.
RV à 9h30, Bourse du travail, 3 rue du Château-d'Eau, Paris 10° (M° République).

23 février-11 mars, semaine anticoloniale, Paris.

La 7° édition de la semaine anticoloniale est organisée par l'association Sortir du colonialisme. Cette année, la semaine anticoloniale aura pour grands thèmes le 50° anniversaire de l'indépendance de l'Algérie, la fraternité entre Français et immigrés à l'approche des élections présidentielles, et les luttes des femmes à travers les mouvements de décolonisation.

Les 25 et 26 février, le salon anticolonial se tiendra à la Bellevilloise (plus de 50 stands associatifs, débats, Salon du livre, remise des prix du colonialiste de l'année et de la Françafrique, du prix Frantz Fanon, du prix du livre anticolonial par les libraires, etc.).

Le Salon, événement-phare de la Semaine anticoloniale, est conçu comme sa vitrine.
RV au 19-21 rue Boyer, Paris 20° (M° Gambetta ou Ménilmontant, bus 26 station Villiers-de-l'Isle-Adam).

Le 17 mars, marche anticoloniale et antiraciste partout en France. À Paris, RV à 14 heures du métro Barbès.

Autres initiatives en France :

Saint-Denis : Algérie au féminin par l'APCV.
Aubervilliers : projection-débat au cinéma le Studio sur l'Algérie.
Projection-débat au Laboratoire sur les tirailleurs sénégalais.
Marseille : la semaine commencera le 21 février avec un hommage à Ibrahim Ali, immigré comorien, tué à 17 ans à Marseille par des colleurs d'affiches du FN le 21 février 1995.
Bordeaux : la semaine aura lieu du 5 au 11 mars avec des actions menées par AC Gironde, Aides, la Cimade, le collectif pour l'égalité des droits, le Cran, RESF 33, Survie Gironde, l'UJFP.
Autres initiatives à Nîmes, Alès, Montpellier, Toulouse...

Lire aussi en page 5 tout l'agenda de la campagne de Philippe Poutou



Grèce : vers l'explosion sociale

SUITE DE LA PAGE 1

avec 8,7%, la droite arrivant en tête avec 21,4%. En second une scission droitière et inexistante du Synaspismos emporterait 13,7%, et en troisième Syriza avec 8,8%. Le KKE (PC grec) arrive à 7,1%, l'extrême droite Laos tombe à 3,9%. Ces chiffres rendent compte non d'un vote demain, mais surtout de l'effacement des boussoles politiques en une très courte période : les pertes des trois partis au gouvernement sont impressionnantes, et on comprend que chacun veuille faire de la surenchère dans le faible espace que leur laisse leur servilité aux règles du capitalisme ! D'où la sortie théâtrale du Laos du gouvernement, avec appel à l'aide de Dieu : opération pour l'instant ratée pour les copains grecs des Le Pen, mais qui ne réjouit pas puisque les fascistes ayant été adoués par leur entrée au gouvernement, 2,8% de la population voteraient désormais pour le groupuscule néonazi de Chryssi Avgi... Face à cela, pour offrir des perspectives à gauche, il est vital de se démarquer des réactionnaires sur un terrain vaseux, celui du nationalisme, or, les références au patriotisme (un nouveau front anti-mémorandum vient de se créer, associant Theodorakis, le résistant Glezos, le nationaliste fondamentaliste Papatthemelis, le groupe

KOE de Syriza...) sont disputées par le Premier ministre Papademos effrayant les téléspectateurs sur le risque de dissolution de la patrie si les plans ne sont pas approuvés, et Tsipras, dirigeant de Syriza, parlant de la nécessaire union sociale et patriotique. C'est évident : dans ce qui reste un jeu politique, les travailleurEs n'ont rien à gagner. Mais pour l'emporter, il faut des mobilisations pertinentes. La semaine écoulée a été un exemple parfait des entraves à l'action que constituent les directions syndicales (GSEE, Adedy) liées au Pasok. En effet, il était difficile de ne rien faire face à la catastrophe sociale du projet de mémorandum n° 2. Pourtant, il a fallu attendre lundi 6 février pour que la confédération donne une consigne de grève générale pour... le lendemain ! Malgré tout, plus de 20000 personnes manifestaient à Athènes le 7 ! Et rebelote le 9, avec un mot d'ordre de grève les jours suivants. Il va de soi que dans le contexte de chantage des instances que sont le FMI ou l'UE, il fallait depuis au moins deux semaines appeler à une grève générale reconductible ! Et pourtant, les initiatives locales n'ont pas manqué cette semaine, comme le note le journal *Epochi* : occupations de ministères (Travail, Économie, Santé ...), de

conseils régionaux (îles ioniennes, Thessalie...), du centre électrique de Megalopolis, de la mairie de Holargos, distribution de lait par les producteurs à Preveza, manif de 25000 personnes à Iraklio... Sans oublier les syndicalistes de la droite, qui ont manifesté devant le siège de leur parti pour protester contre l'accord de leur chef Samaras au mémorandum.

Face à cette mobilisation sociale prolongée, et en dépit des difficultés (malgré leurs déclarations « sociales », les patrons grecs sont ravis de pouvoir baisser les salaires, et ils le font !), ce gouvernement repose en dernier lieu sur l'appareil répressif, et il ne s'en prive pas : lundi encore les violences policières ont été fortes, réussissant à envoyer à l'hôpital deux légendes vivantes, le grand compositeur Theodorakis, et le résistant antinazi Glezos... Exiger la dissolution des CRS grecs, les MAT, et des corps parallèles infiltrant les fameux « encagoulés » fait partie des nombreuses tâches urgentes !

Andreas Sartzekis, Athènes, le 12 février



Propos recueillis par Florent P.

PALESTINE Face au mur

Mahmoud Al'aa Elddin, 25 ans, est l'un des animateurs du comité de résistance non violente d'Al-Ma'Sara. Cette ville est située au sud-ouest de Bethléem et a été directement touchée par la construction du mur de séparation en 2005.

Comment a débuté votre mouvement de résistance pacifique ?

Lorsque nous avons commencé en 2005, nous étions comme en sommeil. Nous ne savions pas ce qui se passait autour de chez nous. Jour après jour, nous avons vu l'occupation israélienne progresser. Ils ont commencé à construire le mur et à occuper le terrain. Nous nous sommes organisés progressivement pour résister. Nos premières actions ont consisté à organiser des manifestations pour la paix, développer un ensemble d'activités de résistance, fédérer les villages autour de nous et faire circuler l'information.

Quelles conséquences a eu la construction du mur sur ton village ?

Beaucoup de terres agricoles se sont retrouvées derrière le mur. Pendant sa construction, tous les arbres ont été coupés, notamment les oliviers qui se trouvaient à proximité. Un no man's land de 250 mètres doit être dégagé autour du mur. Cette zone est sous vidéosurveillance et lorsqu'il y a une intrusion les militaires arrivent. Il est impossible d'y cultiver quoi que ce soit. Avant cette construction, la campagne d'Al-Ma'Sara, c'était des oliviers à perte de vue, un paysage verdoyant. Maintenant, l'endroit est un véritable désert.

Concernant l'eau, celle que nous recevons est contrôlée par les Israéliens. Il est arrivé que nous n'ayons pas d'eau pendant 24 jours, un mois voire deux. Pendant ce temps, les colons s'en servent pour remplir leur piscine. Voilà la réalité.

Quels rapports entretenez-vous avec les Israéliens, et le dialogue est-il possible ?

Notre problème en Palestine n'est pas avec les Israéliens en général. Il est avec les colons israéliens qui n'hésitent pas à utiliser la violence, et avec les soldats israéliens qui nous imposent leurs checkpoints ou débarquent chez nous en pleine nuit. Lorsque des colons [...] agressent des Palestiniens, on ne voit jamais les soldats les modérer. Ils se contentent de regarder, et si un Palestinien a le malheur de porter la main sur un colon, il est immédiatement embarqué [...]. Certains Israéliens participent à nos manifestations, désapprouvent la politique de leur gouvernement, et nous dialoguons sans problème avec eux. Ils n'hésitent pas à interpeller directement les soldats pour leur demander pourquoi ils utilisent la violence [...].

Il existe un autre acteur dans ce conflit qui soutient sans faille ce que fait le gouvernement israélien : les États-Unis. Peu importe pour eux que cela se traduise par des violences contre les citoyens palestiniens.

Constates-tu une augmentation de ces violences ?

La situation ne cesse de se dégrader. L'armée israélienne et son gouvernement utilisent de plus en plus la violence. Pourquoi ? Car en ce moment, le Fatah et le Hamas travaillent sur un accord. Si celui-ci est signé, nous pouvons espérer que les choses vont aller dans le bon sens. Si ce n'est pas le cas, nos perspectives de liberté, de paix vont s'éloigner. Il faut que cet accord intervienne au plus vite.

Votre mouvement n'est pas « politique » à proprement parler ?

Ce n'est pas un mouvement politique dans le sens où notre activité, nos manifestations sont pacifiques. Nous ne faisons pas usage de violence, et n'avons pas d'armes. Cela nous semble une voie sans issue. Mais nous

participons aussi à des initiatives politiques qui visent à encourager le Fatah et le Hamas à trouver un accord.

Il y a aussi les entraves à la circulation qui vous sont imposées.

Concrètement, avant la construction du mur, il me fallait 10 minutes pour aller à Bethléem qui se trouve à environ 20 kilomètres. Maintenant, il m'en faut 45. [...] Pour aller de Bethléem à Ramallah (Ndlr : 30 km), il faut passer trois checkpoints. Mais si les soldats ont décidé que tu ne passais pas, tu peux rebrousser chemin. S'ils te retiennent, ils vont mal te parler, te chercher des problèmes et te laisser des heures sous le soleil. Il y a un checkpoint entre Bethléem et Ramallah par lequel passe beaucoup d'étudiants qui se rendent à l'université. Lorsqu'ils t'y arrêtent, tu peux attendre pendant deux voire cinq heures avant qu'on te libère. Ils veulent simplement nous clouer chez nous et rendre impossible tout mouvement au sein du territoire, ce qui entrave nos possibilités d'étudier et de travailler. Je parle de ce checkpoint en particulier car il s'y passe de nombreux incidents. Les soldats qui y sont stationnés sont particulièrement agressifs. Ce sont des jeunes qui n'ont pas plus de 18 ans. [...] Un jour, ils ont arrêté mon frère, Amar. Ils l'ont incarcéré pendant sept jours pendant lesquels ils l'ont battu, alors qu'il n'avait absolument rien à se reprocher. Puis ils l'ont abandonné dans le désert sans son téléphone portable et son argent, comme ils le font systématiquement. Si jamais il te vient l'idée de demander ce qui est arrivé à l'un de tes proches, ils vont te mettre sous le nez un papier qu'il a signé et qui est censé prouver qu'il a été relâché et que ce qui est arrivé après, ils n'en savent rien. J'ai moi-même été incarcéré pendant plusieurs jours [...] et je dois maintenant payer de lourdes amendes à la suite de fausses accusations de violence sur des soldats.

Quels sont tes espoirs pour les années à venir ?

Je voudrais voir mon pays libre et en paix de mon vivant. Je souhaite que la division entre Palestiniens cesse, car sinon, nous ne pourrions rien construire. Sur le plan personnel, je veux que justice soit rendue à mon frère qui a été tué. Je veux poursuivre mes études que l'occupation m'a obligé à arrêter. Enfin, je veux me marier et fonder une famille et que mes enfants n'aient pas à grandir sous occupation. Car la situation en Palestine est vraiment devenue insupportable. Il y a beaucoup de Palestiniens emprisonnés. Mais nous, à l'extérieur, nous sommes également comme dans un pénitencier, entouré par le mur de séparation dont on ne peut s'échapper.

Quel message veux-tu faire passer aux Français que tu vas rencontrer pendant ton séjour en France ?

Nous sommes comme les oliviers plantés dans cette terre. Nous ne bougerons pas. Jamais nous ne partirons. Les Français sont très présents à nos côtés à Al-Ma'Sara. Donc je veux leur dire : « Venez voir ce qui se passe ici et ensuite témoignez autour de vous. » C'est votre responsabilité car vous avez plus d'influence que ne pourront jamais en avoir les médias palestiniens, dont les images ne parviennent pas dans les pays occidentaux. Venez chez nous dès que vous le pouvez. La solidarité internationale nous fait nous sentir réellement plus forts pour construire la paix.

Chômage: la réalité du sarkozysme

Malgré les cadeaux faits aux entreprises, les licenciements continuent et se multiplient, notamment dans l'automobile.

Un Français sur deux affirme que le chômage est sa première préoccupation à quelques semaines de l'ouverture officielle de la campagne présidentielle. Sarkozy avait fait sa campagne de 2007 en s'engageant à ramener le chômage à 5% et le plein emploi dans les cinq ans. Il termine le quinquennat par une nouvelle mise en accusation des chômeurs au travers d'un référendum visant à leur imposer un emploi dans n'importe quelles conditions. Avec 3 millions de chômeurs « officiels », c'est-à-dire le double de salariés sans emploi stable, cela fait 10% de travailleurs qui galèrent entre pauvreté et misère. Ce n'est pourtant pas faute d'avoir généreusement « sauvé » les banques (360 milliards d'euros) qui s'apprentent à supprimer plus de 100 000 emplois dont plusieurs milliers en France.

Mais, le plus visible reste le secteur de l'automobile où 7 milliards d'euros ont été alloués aux grands constructeurs et 300 millions pour les sous-traitants et équipementiers. Dans le même temps, une prime à la casse de 1 000 euros a été mise en œuvre au coût initialement estimé à 200 millions d'euros et qui aurait coûté environ le triple.

Malgré ces bienfaits issus de la poche des contribuables, les attaques contre l'emploi se multiplient. PSA met systématiquement en œuvre son plan de suppression d'emplois révélé par la CGT l'été dernier. La liquidation de 5 000 postes de travail est en cours avec notamment l'expulsion des intérimaires, CDD et prestataires. Par ailleurs, l'installation d'un nouveau site de production Renault au Maroc alimente discussions et polémiques. Cette usine devrait fabriquer entre 150 000 et 170 000 véhicules low-cost par an et jusqu'à 400 000 véhicules lorsque la deuxième ligne de production sera lancée, en 2013.



Paris, 15 novembre 2011. Rassemblement des salariés devant le siège de PSA après l'annonce de 6 800 suppressions de postes en Europe, dont 5 000 en France. (PHOTO THÉÂTRE ROUGE/JMB)

Ce qui est présenté comme une nouvelle délocalisation ne fait que s'inscrire dans une longue suite de suppressions d'emplois dans la filière : entre 2004 et 2009, les effectifs de Renault dans le monde ont diminué de plus de 8 900 salariés dont plus de 4 400 en France. Dans la même période, PSA a supprimé près de 1 900 emplois en France, sachant que la suppression d'un emploi chez les constructeurs emporte deux emplois chez les équipementiers et cinq dans la sous-traitance.

Malgré la crise, des profits records

Pour justifier ces suppressions, les dirigeants des groupes pointent la crise du doigt. Or, cet été, PSA a annoncé pour le premier semestre 2011 un chiffre d'affaires en progression à 31 milliards d'euros (+9,7%) dont une hausse de 6,7% à 22,5 milliards pour le secteur automobile et les constructeurs ont renoué avec les profits. Le bénéfice net de PSA s'est élevé à 1,1 milliard d'euros en 2010.

Les rémunérations allouées aux dirigeants de PSA sont passées de 6,5 millions d'euros en 2009 à 11,7 millions en 2010. Renault et PSA ont connu une année historique avec respectivement 2,6 et 3,6 millions de ventes. Dans le même temps, Renault affichait un résultat net de 3,49 milliards d'euros, une trésorerie disponible de 8 milliards.

À l'image de ce qui s'est passé aux États-Unis, la restructuration de la filière est partout à l'œuvre. La crise n'est qu'un prétexte supplémentaire pour s'attaquer à tout ce qui fait le droit des salariés, comme en Italie où Fiat s'extirpe de la convention collective et du droit du travail. Ainsi les délocalisations sont un outil supplémentaire de division des travailleurs. Pourtant, certains ont déjà goûté à la recette Sarkozy, « emploi compétitivité ». Ainsi en 2008, les 1 100 salariés de Peugeot Motocycles ont accepté de faire des sacrifices pour sauver leurs emplois : ils ont abandonné la moitié de leurs RTT, accepté la suppression sans compensation des

pauses pendant leur temps de travail et les effectifs ont été réduits d'un quart. À celles et ceux qui restaient, on avait même promis un nouveau modèle de scooter. Résultat : en 2012 les salariés des sites concernés devraient se retrouver à 530, la fermeture de Dannemarie a été annoncée et d'autres suppressions de postes sont à prévoir.

Les travailleurs de Citroën, Pétroplus, Lejaby, M-real, Fralib, Schindler et bien d'autres luttent, depuis parfois des mois, contre les fermetures de sites et les licenciements. Samedi 18 février, les « PSA » d'Aulnay organisent une manifestation associant les salariés de la branche et la population de la ville et du département. Une nouvelle occasion de réaffirmer nos revendications de l'interdiction des licenciements et de réduction massive du temps de travail. Et l'occasion de se rencontrer et de se concerter pour amplifier la mobilisation.

Robert Pelletier



Par Yvan Lemaitre

La Cour des comptes, la course à l'austérité

La Cour des comptes a rendu public, la semaine dernière, son rapport annuel 2012. Didier Migaud, son président – accessoirement membre du PS –, a plaidé pour que de nouvelles mesures anti-déficit soient décidées dès le lendemain de l'élection présidentielle. « Presque toutes les marges de gestion du budget 2012 ont disparu ». « Ce message, la Cour l'estime important et il s'adresse à tous » a-t-il déclaré comme pour faire la leçon à Hollande et Sarkozy. Ce dernier a eu quand même un bon point pour son effort « encourageant, [...] mais il aurait fallu le double »!

« La réduction du niveau d'endettement est impérative pour maintenir la confiance des ménages et des investisseurs [...] Les prélèvements obligatoires sont déjà très élevés en France [...] L'effort de redressement doit donc porter principalement à l'avenir sur les dépenses publiques [...]. Il doit être de 3 à 4 points de PIB ».

La Cour propose de réduire de 15 milliards d'euros au lieu de 10 les niches fiscales et n'hésite pas à demander le gel des retraites, la réduction des allocations familiales et des dépenses de la Sécurité sociale et des collectivités locales... Migaud explique que sans ces mesures il n'y aura pas de retour à la croissance et poursuit : si l'objectif n'était pas atteint, « l'État pourrait connaître d'importantes difficultés pour lever les emprunts nécessaires pour couvrir le déficit ». Et, comme la Grèce a été contrainte de le faire, il devrait faire appel au FMI, à la BCE et à l'Europe qui, en contrepartie, imposeraient... les mesures drastiques que le gouvernement n'aurait pas imposées. Le président de la Cour des comptes propose que le gouvernement à venir les impose plutôt que de connaître « l'humiliation » de se les voir imposer !

Ce scénario nous le connaissons, c'est au nom du même mensonge que Papandréou avait commencé à imposer au peuple grec l'austérité qui a plongé le pays dans la misère et la récession. Contre cette folle et aveugle course à l'austérité, il faut prendre l'argent là où il est, chez les financiers, les riches, les gros actionnaires, en finir avec les exonérations de toutes sortes et d'abord annuler la dette, cette rente pour les usuriers de la finance.

Procès Eternit Italie: enfin une condamnation!

Devant des centaines de personnes, le tribunal de Turin a prononcé la condamnation des deux employeurs, accusés du procès Eternit (entreprise de transformation de l'amiante), à seize ans de prison et à 250 millions d'euros de dommages et intérêts aux parties civiles.

Première condamnation au pénal après un procès historique pour une filière dont on estime la responsabilité à 10 000 morts en France, 500 000 en Europe et des millions dans le monde. Historique ce procès, étalé sur plus de quatorze mois, où 557 salariés ont été entendus. Le dossier d'instruction atteint 220 000 pages, et 1 200 places du tribunal de Turin avaient été mises à disposition pour les personnes souhaitant assister aux audiences.

Historique car pour la première fois ont été condamnés non pas des lampistes mais les

responsables. Pour Sara Panelli, substitut du procureur de la République : « la responsabilité incombe à ceux qui définissent la stratégie de l'entreprise, à ceux qui prennent les décisions fondamentales quant à l'empoussièrisme dans les usines où l'on transforme l'amiante ».

Le milliardaire suisse Stephan Schmidheiny (ex-proprétaire d'Eternit Suisse et actionnaire d'Eternit Italie de 1976 à 1986) et le baron belge Louis de Cartier de Marchienne (actionnaire et administrateur au début des années 1970), jamais présents au procès, et donc jugés par contumace, ont été reconnus responsables de la mort de près de 3 000 personnes en Italie, ouvriers ou habitants de villes où Eternit Italie avait des usines. La présence de nombreuses organisations syndicales et associations venues du monde entier tant pour le procès que pour le prononcé du verdict, atteste plus encore de l'importance

de ce jugement. En effet, si l'amiante utilisée massivement, en particulier dans le secteur de la construction (amiante ciment), est aujourd'hui interdite dans de nombreux pays, plus de 100 millions de travailleurs sont encore exposés à l'amiante sur leur lieu de travail et au moins 90 000 personnes meurent chaque année de maladies liées à l'amiante, dont dix par jour en France.

Ce désastre sanitaire a été couvert pendant des décennies par des instances où a pris corps la stratégie, baptisée « usage contrôlé de l'amiante » : la SAIAC (S.A. internationale de l'amiante ciment), cartel formé dès 1929 par Eternit, l'AIA (Association internationale de l'amiante) et en France la Comité permanent amiante, se sont acharnés à la cooptation de scientifiques et de syndicalistes afin d'entraver un étiquetage trop parlant sur la dangerosité de l'amiante.

Si l'interdiction de l'extraction et de l'utilisation dans tous les pays est un objectif incontournable, il reste à généraliser la condamnation des responsables, notamment en France où, à ce jour, aucun responsable n'a été jugé. Comme le déclare Jean-Paul Tessonnière, avocat spécialisé sur les questions de santé au travail, il faut demander aux « autorités judiciaires en France d'en tirer les conséquences : pourquoi ce qui est possible en Italie n'est pas possible en France ? » L'association française des victimes de l'amiante (Andeva) dénonce le contraste « insupportable » entre les situations française et italienne. Alors qu'en Italie « la justice a été rendue », ici « le procès des responsables n'a même pas commencé. »

Robert Pelletier



En campagne

La Merkozy en campagne

On a droit à un drôle de numéro « internationaliste » : interview des deux dirigeants sur France 2 et ZDF, annonce de Merkel dans les grands meetings électoraux de l'UMP... Au nom d'une même politique européenne !

Nationaliste, Sarkozy? Pas du tout! Guéant fait certes la moitié de sa campagne. Mais l'autre moitié, n'est-ce pas la chancelière allemande? Pourquoi cette campagne commune de la Merkozy, alors que l'un et l'autre misent volontiers sur les sentiments nationalistes, Sarkozy s'attaquant aux immigrés, Merkel montant les Allemands travailleurs contre les Grecs paresseux? Ils pensent mieux nous vendre leur commune camelote politique en répétant ensemble le même mensonge: la seule voie possible, c'est l'austérité et la baisse du « coût du travail ».

Sarkozy déroule donc le conte de fée économique allemand: modération salariale, accords « pour l'emploi » dans les entreprises permettant d'échanger baisse des salaires et augmentation du temps de travail contre garantie pour l'emploi, durcissement des lois sociales, retraite à 67 ans, baisse des dépenses publiques, augmentation de la TVA! Et hop! Par la grâce d'une compétitivité restaurée, après l'effort, le réconfort: un gigantesque excédent commercial, un triple A conservé, un taux de chômage de 6% (contre 10% en France).

Sauf que derrière cette façade se cache un paysage social catastrophique. Un tiers des emplois allemands n'est ni à temps plein ni à durée indéterminée. Un emploi sur dix est un « minijob », payé moins de 400 euros par mois et dépourvu de couverture sociale décente. C'est le sort de 7 millions d'Allemands. Un million de personnes travaillent pour moins de 5 euros de l'heure, 3,5 millions pour moins de 7 euros.

Ils n'ont pas la consolation de bénéficier des services publics dignes d'un pays si riche. Les dépenses publiques ont été largement amputées, notamment au niveau des collectivités locales. Elles représentent 16% de moins par habitant qu'en France. Le rêve de Sarkozy... L'Allemagne va bien? Pas ses travailleurs, pas sa population. C'est cela qui devrait servir de modèle à toute l'Europe? Tant pis d'ailleurs si les peuples n'en sont pas preneurs. Merkel et Sarkozy ont conçu un nouveau traité pour imposer une discipline budgétaire drastique à chaque État, sous peine de sanctions, dans le but affiché d'assurer le remboursement des dettes souveraines. Voilà leur idée d'un fédéralisme européen: ils n'en imaginent pas d'autre que celui de la mise sous tutelle de chaque État pour imposer la compression des dépenses sociales et des salaires. Il ne mènera qu'à l'explosion des nationalismes et à une longue dépression. L'austérité tue la demande et fait plonger l'emploi. Le prétendu modèle allemand, déjà miné par la grande faiblesse de la demande intérieure, va lui-même faire long feu: l'Allemagne réalise les deux tiers de ses exportations avec le reste de l'Europe. Alors si tout le continent l'imité... Merkel et Sarkozy nous préparent ainsi une catastrophe sociale, comme en Grèce. Avec un seul but, parfaitement conscient: défendre les fortunes financières et accroître les profits patronaux.

À cette drôle d'Internationale des banques, des patrons et des gouvernements, nous n'opposons pas « la rigueur de gauche » sous l'écran de fumée de creuses dénonciations du « monde de la finance ». Nous opposons l'Europe des résistances. Internationalistes, nous sommes avec les travailleurs grecs qui rejettent, de grèves en manifestations, la dictature de la finance, du profit privé, de la troïka européenne. Notre modèle, c'est eux.

Yann Cézard

Sarkozy, candidat de l'UMP et du FN ?

Il est bien peu probable que Sarkozy puisse empêcher Marine Le Pen d'être candidate, mais lui et ses ministres sont obsédés par l'idée de lui disputer son électorat pour éviter d'imposer, coincés entre elle et Bayrou.

« Toutes les civilisations ne se valent pas », déclarait la semaine dernière, provocateur, Guéant. Il s'est fait une spécialité de ces petites vilénies comme quand, la veille des élections cantonales, il déclarait: « À force d'immigration incontrôlée, les Français ont parfois le sentiment de ne plus être chez eux. » Jean-François Copé n'a pas voulu être en reste. Sur France Inter, il vantait les valeurs communes aux électeurs de droite et d'extrême droite, « notamment en matière de sécurité, de fermeté, de lutte contre l'immigration clandestine et aussi sur le plan économique ». Et d'expliquer que voter Marine Le Pen signifierait « mécaniquement » la victoire de la gauche. Quelques jours après, Sarkozy a pris la main en annonçant les grandes lignes de sa campagne dans une interview accordée au Figaro, articulée autour des « valeurs » de « travail », de « responsabilité » et d' « autorité ». Au nom de ces prétendues valeurs, il a désigné les travailleurs les plus démunis, les plus fragilisés à la vindicte populaire. Il n'a pas trouvé mieux, lui qui promettait de ramener le chômage à 5% alors qu'il est aujourd'hui au plus haut depuis douze ans (environ 10%), que de proposer un « nouveau système dans lequel l'indemnisation ne sera pas une allocation que l'on touche passivement, mais la rémunération que le service public de l'emploi versera à chaque demandeur d'emploi en contrepartie de la formation qu'il devra suivre ». Ensuite, les



12 février, mobilisation unitaire à la Martinique contre la venue de Claude Guéant. (PHOTO THÉÂTRE ROUGE/SERGE BOISSARD)

chômeurEs ne pourront pas refuser une offre de travail. Et Sarkozy souhaite, si les syndicats ne se plient pas à cet oukase organiser un référendum « sur ce système d'indemnisation du chômage et sur la façon dont on doit considérer le travail et l'assistantat ». Les chômeurEs, des assistéEs! Dans la foulée, il s'en prend au droit de vote des immigrés aux élections locales et au droit des étrangers, envisageant de soumettre les décisions d'expulsions à un juge administratif pour les faciliter. Proposition qui, elle aussi, pourrait être

soumise à référendum. Sarkozy tient le même discours que l'extrême droite, il utilise aussi les mêmes méthodes, la provocation, la politique du bouc-émissaire dans le but de diviser les classes opprimées en agressant les plus faibles. Un des enjeux de la campagne est de retourner cette politique pourrie contre son instigateur.

Yvan Lemaitre

Échos de campagne

L'ouvrier candidat à Montpellier

Environ 150 personnes, dont de nombreux jeunes, ont répondu présentes au rendez-vous avec Philippe Poutou que leur avait donné le NPA 34. Au menu de cette réunion publique: la dette, le combat antinucléaire et, de façon générale, notre choix d'une écologie liée à la sortie du capitalisme, sujets exposés par des militantes de notre parti qui est très investi dans ces actions. Puis, prenant le relais, Philippe Poutou a développé les axes de notre campagne, centrés, d'une part, sur les effets de la crise, de « leur » crise, sur les salariéEs et les couches populaires, et, d'autre part, sur nos réponses anticapitalistes à ces agressions. L'international a été abordé, avec les mobilisations du printemps arabe ou les manifestations en

Grèce ou en Belgique contre l'austérité qui ont permis d'illustrer la nécessité d'apporter des réponses de lutte à cette crise qui n'est pas la nôtre mais que les responsables veulent nous faire payer. La priorité a été rappelée pour cette élection: faire dégager Sarkozy et sa bande anti-ouvrière! Mais avec la nécessité de le faire le plus à gauche possible, de refuser une austérité de gauche et la possible reconstitution d'une gauche plurielle, de trise mémoire. Voilà le sens que Philippe Poutou a donné à la campagne du NPA pour cette présidentielle qui, on ne le rappellera jamais assez, passe par l'obtention des 500 signatures, couperet imposé par la pseudo-démocratie dans laquelle nous vivons! Au

cours du débat qui a suivi les interventions de la tribune, un représentant de Solidaires est venu rappeler le sens de la lutte des personnels de l'aérien contre la remise en cause du droit de grève et a resitué cette lutte dans le contexte général d'attaques contre les peuples européens

dont témoigne particulièrement le cas de la Grèce. Cette intervention a été ponctuée par un vibrant appel à dénoncer l'intox selon laquelle les pilotes seraient des privilégiés, et à prendre conscience que leur combat est bien le nôtre!

Correspondant



(RESISTONS.NET)

Sécurité : la course à l'échalote entre Hollande et Sarkozy

Le 6 février dernier, le candidat socialiste a détaillé ses mesures sur la sécurité et la lutte contre la délinquance. C'est donc à Dijon, ville dirigée par le sénateur-maire François Rebsamen chargé des questions de sécurité du PS, que François Hollande a décidé d'être «*crédible*» et «*ferme*» sur cette question : «*Je veux être efficace [...], je ne me contente pas de mots, de formules*», a-t-il insisté, ajoutant son intention de «*lutter contre les bandes et les trafics qui constituent une menace de plus en plus présente et un risque pour les plus jeunes*». Réaffirmant ainsi ces propos tenus au meeting du Bourget, le 22 janvier, où il avait averti «*les petits caïds*» et «*les fraudeurs*» que «*la République les rattraperait*».



(PHOTOOTHÈQUE ROUGE/FRANCK HOULGATTE)

Poursuite de la politique de Sarkozy

Concernant la lutte contre la délinquance des mineurs, trois principes ont été énoncés : la célérité de la réponse pénale, sa différenciation suivant le profil du délinquant et la cohérence de l'ensemble des dispositifs. Justifiant que la «*contention est parfois nécessaire pour protéger le jeune et la société*», alors que le PS y était initialement opposé, François Hollande a promis le doublement des centres éducatifs fermés (CEF) pour mineurs comme le propose le projet de loi sur l'exécution des peines que défend actuellement le gouvernement Sarkozy. Une mesure à budget constant (crise oblige), ce qui suppose donc de transformer des foyers classiques en CEF, comme le fait déjà le gouvernement actuel. À l'origine uniquement destinés aux mineurs multirécidivistes comme substitut à l'incarcération, les centres éducatifs fermés, très coûteux (600 euros par jour), ont été élargis aux mineurs primodélinquants en 2011 par la Loppsi 2.

Les objectifs affichés, voire les moyens revendiqués, ne sont pas éloignés de ceux de Sarkozy et son gouvernement. François Hollande a même admis que «*si la politique du chiffre a été beaucoup critiquée, nous avons aussi besoin d'évaluation et de connaître les faits*». Plus inhabituel encore, François Hollande a consacré la fin de son intervention à la place des victimes : «*Nous avons un devoir à l'égard des victimes. Elles doivent savoir ce que devient le jeune délinquant, elles doivent être associées au processus*», reprenant ainsi un des thèmes favoris de Nicolas Sarkozy qui, quelques semaines avant, à Dijon, avait lui aussi mis les victimes au centre de son intervention. François Hollande a toutefois pris soin de ne pas rester sur le seul registre répressif. Il a annoncé vouloir mettre en place des «*contrats locaux de prévention de la délinquance*» conclus entre l'État et les collectivités locales. Ainsi qu'une centaine de «*zones prioritaires de sécurité*» qui bénéficieraient de moyens renforcés.

L'insécurité est d'abord sociale

François Hollande n'a donc pas tiré les leçons des années précédentes et se place sur le même terrain que la droite. Il en oublie d'aborder l'essentiel du problème : le chômage de masse qui frappe, tout de même, 35 à 40% des jeunes de moins de 25 ans dans les quartiers populaires ; la grande souffrance sociale, les échecs scolaires, les problèmes de logements ; le manque de services publics de proximité... bref il en oublie l'urgence sociale. Pour le NPA et son candidat Philippe Poutou, l'urgence n'est pas d'enfermer les jeunes mais de développer et étendre les services publics en particulier dans les quartiers populaires,

d'augmenter les subventions aux associations de terrain et aux politiques de prévention, de mettre en place une politique qui mette au centre la formation et l'emploi. La lutte contre le chômage doit être une priorité, ce qui signifie l'accès à un emploi stable et correctement rémunéré pour tous et toutes, quels que soient le lieu d'habitation, l'origine, la couleur de peau. Contre le fait colonial qui marque notre société, la reconnaissance de la diversité culturelle va de pair avec l'égalité des droits. Contre le tout-sécuritaire, les brigades anticriminalité (BAC) doivent être dissoutes ainsi que l'ensemble des lois sécuritaires de Sarkozy.

Sandra Demarcq



Échos de campagne

Olivier Besancenot à Meudon

Vendredi 10 février, la campagne a été lancée pour de bon dans la ville de Meudon et des Hauts-de-Seine sud.

La mobilisation des camarades des comités du NPA 92 sud (Meudon, Clamart, Chaville, Bagneux) a permis de réunir 60 personnes, dont 20 hors NPA, dans une école du bas-Meudon (quartier populaire avec des HLM, en face des anciennes usines Renault-Billancourt). C'était le tout premier meeting du NPA dans cette ville de droite où la création du comité remonte à à peine deux ans, et, vu le contexte actuel difficile, c'est un bon début.

Au programme du meeting, nous avons eu droit tout d'abord à une introduction de Valérie, pour le comité Meudon, qui a expliqué le sens de notre campagne. Puis Richard Moyon du Réseau Éducation sans frontières (RESF), est revenu sur la politique raciste du gouvernement et les buts de RESF. Patrick du comité Meudon nous a ensuite présenté un exposé sur

la dette, en revenant aux bases : création de la monnaie, lois de dérégulation des banques et politiques fiscales.

Est intervenu également Patrick, un postier de Nanterre en grève depuis 25 jours, qui nous a parlé de la politique de La Poste, des raisons de leur grève, et a fait appel à notre solidarité (près de 300 euros ont été récoltés). Puis ce fut la prise de parole d'Olivier Besancenot. Ensuite, nous avons donné la parole à la salle et un débat s'est engagé avec des questions notamment sur nos rapports avec le Front de Gauche et Jean-Luc Mélenchon, sur l'interdiction des licenciements, ou encore sur notre attitude à venir lors du second tour des présidentielles.

Quelques personnes ont laissé leur contact pour préparer avec nous la campagne Poutou. Cette première réussie et encourageante en appelle d'autres.

Yoann Segui

C'est la rue qui tue, pas le froid

Cinq sans-abri (ou plus?) sont morts ces derniers jours de grand froid. Et comme chaque année, médias et ministres se mobilisent, «*oubliant*» ce que rappelle Christophe Louis, de l'association Morts de la rue : «*La situation est la même que durant le reste de l'année, et la même que chaque hiver. En 2011, près de 390 personnes sont mortes dans la rue. Depuis janvier, nous sommes déjà à 45 décès. On meurt toute l'année prématurément lorsque l'on vit à la rue, pas seulement en hiver. On ne meurt pas de faim, mais de violences, d'incendies quand le réchaud prend feu dans la tente, de maladies non soignées.*»

L'été est aussi dur, avec en plus la fermeture fin mars de 1000 places d'hébergement d'urgence hivernale, et en juillet-août la fermeture de certains centres en raison de manque de personnel. L'obscène déclaration de la secrétaire d'État à

la Santé Nora Berra, conseillant aux personnes vulnérables – dont les sans-abri – de rester chez elles, marque le point culminant des mensonges de Sarkozy en 2007 («*zéro SDF d'ici deux ans*»). Pour atteindre cet objectif, il aurait d'abord fallu ne pas traiter la question dans la rubrique «*urgence grand froid*», mais empêcher que des gens se retrouvent à la rue en interdisant les expulsions ; baisser les loyers au lieu de les faire augmenter ; construire des logements vraiment sociaux ; donner les moyens d'application à la loi Dalo. Au lieu de ça, on a vu une réduction de 3,3% du budget attribué cette année aux dispositifs d'hébergement et l'annonce le 20 juillet de la suppression de 4500 «*places d'hôtel*» pour les remplacer par «*des places de logements [...]* d'ici la fin de l'année».

Il faut en finir avec l'hébergement d'urgence, avec les appels au 115 (qui ne répond guère) qu'il faut

renouveler tous les jours, et offrir des logements durables. Mais bien sûr, les logements promis ne sont pas arrivés, et on a laissé des centres d'hébergement vides tant que le thermomètre ne descendait pas en dessous de zéro. Et il faut ajouter les arrêtés anti-mendicité, les matériels urbains pour empêcher la présence de SDF, la destruction des camps de Roms... la criminalisation de la pauvreté. Il y a une lueur d'espoir avec la réponse du Conseil d'État le 10 février à une procédure de l'association DAL, qui implique qu'un sans-abri peut se plaindre de s'être vu refuser un hébergement et obtenir qu'une injonction soit faite aux autorités de lui trouver un toit.

Isabelle Guichard

1. <http://www.mortsdelarue.org>

Agenda

MEETINGS AVEC PHILIPPE POUTOU

Vendredi 17 février, Nice.
Réunion publique à 19 heures, FSGT, 27 rue Smolett (arrêt tramway Acropolis).

Mardi 21 février, Beauvais.
Meeting à 19h30, amphithéâtre du Pré-Martinet.

Mardi 28 février, Brest.
Réunion publique à 20h30, salle des syndicats, rue de l'Observatoire.

Vendredi 2 mars, Perpignan.
Réunion publique à 20 heures, salle des libertés, 3, rue Bartissol.

MEETINGS AVEC CHRISTINE POUPIN

Vendredi 2 mars, Angers.
Buffet du NPA 49 et rencontre avec Christine Poupin à 19 heures (inscription buffet auprès des militantEs ou par mail à npa49@yahoo.fr). Entrée libre, salle Paul-Bert, 12 rue d'Assas.

Judi 8 mars, Cherbourg-Octeville.
Réunion publique à 20 heures, complexe Chantereyne.



LA CAMPAGNE DANS LES MÉDIAS

Judi 16 février.
Invité de la rédaction sur Vivre FM (93.9) à 8h05.

Vendredi 17 février.
La matinale sur I-Télé à 7 h 45.

Mercredi 22 février.
Sud Radio à 8 heures.

Samedi 25 février.
France 2 «*On n'est pas couché*» à partir de 23 heures.



Quelle politique

« Je crois au travail et je crois à la famille », déclarait Nicolas Sarkozy le 6 janvier à Cholet. Son discours sur la politique familiale prononcé dans le Tarn, le 7 février, se conclut ainsi : « Nous devons aimer la famille, nous devons défendre la famille, nous devons préserver la famille, car elle est le socle de la société française, de notre identité nationale. Elle est l'avenir, elle est sans doute le plus bel atout que nous ont laissé nos parents et ceux qui nous ont précédés. » Depuis Pétain, a-t-on connu des discours d'un chef d'État français plus vigoureux en faveur de la famille ?

Le 7 février, il s'agissait de contrer François Hollande qui s'était prononcé pour la suppression du quotient familial. Aucune autre proposition dans ce discours de Sarkozy, qui confirme ainsi sans vergogne sa politique en faveur des plus riches. Quant à François Hollande, il a renoncé à cette proposition face aux rodomontades de l'UMP. Il se contente de « maintenir toutes les ressources affectées à la politique familiale sauf l'allocation de rentrée scolaire augmentée de 25 % et à rendre le quotient familial plus juste en baissant le plafond pour les ménages les plus aisés, ce qui concernera moins de 5 % des foyers fiscaux. » Ce n'est pas grand-chose pour faire face aux besoins sociaux !

La politique familiale dans l'histoire

Dès la fin du XIX^e siècle, les encycliques papales exhortent à la mise en œuvre d'une politique familiale. Les femmes doivent être cantonnées aux tâches ménagères et donner naissance à des enfants. Cependant la bourgeoisie était malthusienne (pour la restriction du nombre des naissances) et fort peu à l'écoute de l'Église antirépublicaine. Les feuilles féministes de l'époque évoquent la question du « pouvoir d'achat » pour élever correctement ses enfants mais aussi la lutte antimilitariste et guerrière qui s'est développée d'année en année dès le début du siècle passé : pas d'enfant pour la guerre ! Le mouvement ouvrier y était également hostile pour des raisons idéologiques.

Petit à petit, la bourgeoisie se rapproche des conceptions natalistes des catholiques sociaux, à la fois pour des raisons stratégiques, avoir de la chair à canons, et des raisons économiques et idéologiques : la famille « cellule de base de la société ».

Après la guerre de 14-18, un supplément familial est ajouté au salaire dans des administrations publiques (les contributions indirectes, l'administration centrale des finances et des colonies, aux militaires de carrière, instituteurs et postiers). Les patrons « sociaux et chrétiens » adhèrent à cette conception patriarcale du salaire jusqu'à préconiser un salaire familial, « un ouvrier devrait être payé non d'après l'ouvrage qu'il a fait, mais selon ses charges et besoins, s'il a une femme et des enfants,

il serait rétribué deux ou trois fois plus que le célibataire ». Mais ce sont principalement des raisons économiques qui expliquent le paternalisme patronal. Il faut encourager la natalité pour lutter contre la raréfaction de la main-d'œuvre et attacher à l'entreprise « des hommes fidèles ». Il faut aussi modérer les salaires et « tenir » en main la classe ouvrière, moraliser et contrôler la main-d'œuvre. Ce salaire familial renchérisant les coûts au profit de la concurrence qui n'embauche que des célibataires suscite des débats. Une initiative patronale crée la première caisse d'allocations familiales, « une caisse de compensation ». En 1932, l'adhésion des entreprises industrielles et commerciales à une caisse de compensation devient obligatoire. En 1939, le code de la famille uniformise les taux et institue une prime pour tous les Français à la naissance du premier enfant, si elle survient dans les deux ans du mariage.

En 1940, le gouvernement de Vichy interdit l'embauche de femmes mariées dans les services de l'État et des collectivités locales. En 1941, la Charte du travail amplifie la politique nataliste. L'Allocation de salaire unique est versée aux mères de famille qui restent au foyer pour élever leurs enfants.

En 1945, sont créées les Caisses d'allocations familiales chargées du paiement des allocations et aussi des prestations familiales. En 1949, une loi assure l'autonomie des CAF dans le cadre de la Sécurité sociale. Le quotient

familial est mis en place.

Dans les années 1950, les prestations familiales à vocation nataliste se développent. La fin des années 1960 marque un tournant : en 1965, les femmes peuvent gérer leurs biens propres (ouvrir un compte bancaire) et exercer une activité professionnelle sans le consentement de leur mari ; en 1967, les contraceptifs sont en vente libre ; en 1970, une loi met fin à la puissance paternelle en reconnaissant l'autorité parentale ; en 1975, la loi Veil dépenalise l'IVG, la loi sur le divorce introduit le consentement mutuel, la fin de la prééminence du nom du mari et de son choix pour la résidence de la famille.

Les préoccupations démographiques réappa- raissant dans les années 1980 avec le dévelop- pement de nouvelles allocations (pour jeunes enfants, l'allocation parentale d'éducation). Cependant le montant global des allocations diminue, comparé au Smic, les allocations familiales ont en 30 ans perdu les deux tiers de leur valeur.

La cotisation familiale « patronale » est progressivement portée de 12 % du salaire brut sous plafond en 1946 à 16,75 % en 1951. À partir de 1959, elle diminue à 14,25 % pour atteindre 5,4 % de la totalité du salaire à ce jour. En 1948, la branche famille représentait la moitié des dépenses de Sécurité sociale. Elle n'est plus qu'à 17 % en 2010.

Suppression du quotient fam

Cette disposition fiscale permet de réduire les impôts su du nombre d'enfants à charge. Le revenu imposable d un nombre de parts fiscales, qui dépend du nombre de le foyer. Ainsi, les adultes comptent pour une part cha enfants, pour une demi-part et les suivants pour une part chac ne doit pas être confondu avec le système de quotient utilis services (loisirs, cantines) par les mairies qui tiennent compte d Le quotient familial est inégalitaire et injuste, car il rappor plus riches.

Un rapport officiel du Conseil des prélèvements obligatoires que « cet avantage est fortement concentré au bénéfice des r revenus les plus élevés malgré le plafonnement du montant auquel donne droit le quotient ».

Il ne concerne pas les familles les plus pauvres. Il ne bénéficie l'impôt sur le revenu ou à ceux qui deviennent non imposab Ainsi, les 10 % de foyers avec les plus hauts revenus se partag réduction d'impôt liée au quotient familial (soit 6,4 milliards de que les 50 % les plus pauvres se partagent seulement 10 % de moins de 1,4 milliard).

Malgré le plafond introduit en 1982 par la gauche, les inégalités la réduction moyenne d'impôt par enfant approche de 300 e enfant dont les parents appartiennent au groupe du 1 % des r alors qu'elle se situe à 35 euros pour les ménages aux revenus r 3 euros pour les moins aisés, puisque la plupart ne paient pas Cette disposition fiscale ne réduit pas les inégalités mais les redistribution se fait vers les plus riches. Il faut donc la supp



État des lieux

La politique familiale en France est prise en charge par plusieurs acteurs.

- La branche famille de la Sécurité sociale (les caisses d'allocations familiales), verse aux familles résidant en France des allocations¹ et prestations familiales à partir de deux enfants à charge, âgés de moins de 20 ans. Sous condition de ressources, elles attribuent des aides dites d'action sociale (bons vacances, aides ménagères, subventions à des crèches, centres de loisir...) et versent, pour le compte de l'État et des départements, des prestations sociales qui ne sont pas réservées aux seules familles avec enfants (aide personnalisée au logement, revenus de solidarité active).

- Le fisc accorde des allègements pour « charge

de famille » sur l'impôt sur le revenu dans le cadre du quotient familial et secondairement des abattements et exonérations sur la taxe d'habitation. Des crédits d'impôt sont aussi accordés pour des frais de garde d'enfant, de scolarité...

- Les caisses de retraite (Sécu et complémentaires) accordent aux femmes du secteur privé qui élèvent un ou plusieurs enfants une majoration de leur durée de cotisation, et pour les fonctionnaires une validation des périodes d'interruption ou de réduction d'activité.

- La fiscalité permet des réductions d'impôts variables selon la composition de la famille. Les communes et départements financent l'accès à divers services (maternités, crèches),

à l'aide sociale à l'enfance, à la protection maternelle et infantile, à une partie de l'aide aux familles.

- Des aides publiques directes sont versées aux familles : supplément familial aux fonctionnaires variable selon le traitement et le nombre d'enfants, bourses d'enseignement sous condition de ressources.

1. Onze allocations : allocations familiales, prime à la naissance ou à l'adoption, allocation d'accueil du jeune enfant, complément familial, allocation de logement familiale et sociale, allocation d'éducation de l'enfant handicapé, allocation de soutien familial, allocation de rentrée scolaire, allocation de libre choix d'activité, allocation de libre choix de mode de garde, allocation journalière de présence parentale.

e familiale ?

familial !

Le revenu en fonction d'un foyer est divisé par le nombre de personnes composant le foyer. Les deux premiers enfants sont exonérés. Le quotient familial est utilisé pour le paiement des prestations sociales et des revenus des familles. Plus il y a de personnes dans le foyer, plus les prestations sont élevées.

Le décret (mai 2011) reconnaît le droit à des prestations sociales pour les ménages disposant des revenus les plus élevés.

Le décret qu'à ceux qui paient les prestations sociales grâce à lui.

Le décret représente 46% du total de la somme (en 2009) tandis que le décret représente la somme (c'est-à-dire

Les sommes sont énormes puisque les prestations sociales sont de 100 euros par mois pour un foyer avec un revenu net de 1000 euros, médians, et à seulement 100 euros net d'impôt sur le revenu. Les inégalités aggravent, puisque la somme est de 1000 euros net.

Non aux prestations sociales sous condition de ressources !

Un quart des prestations familiales est versé sous conditions de ressources. Le Medef y est favorable. M. Aubry et L. Jospin en 1997 avaient étendu cette disposition aux allocations familiales. Le tollé provoqué, notamment par les associations familiales, avait abouti au retrait de la mesure neuf mois après la mise en place.

Quelle limite fixer ? Le plafond pour bénéficier des prestations baissera chaque fois qu'il « faudra réaliser des économies ». C'est prendre le risque de réduire les prestations sociales à la portion congrue. Certains à droite et au PS préconisent une modulation de l'âge du départ à la retraite, selon les métiers. Le Medef préconise le relèvement modulé de l'âge de la retraite.

Exclure des personnes du bénéfice des prestations sociales, c'est les orienter vers les assurances privées. C'est ouvrir la voie aux critères de ressources pour l'ensemble de la Sécurité sociale et ouvrir la porte à la transformation de la Sécurité sociale obligatoire, solidaire et universelle en un système de simple assistance aux plus démunis, le seul recours pour les autres devenant l'assurance privée. Les inégalités ne se combattent pas par l'élimination de bénéficiaires mais par une politique de justice fiscale. La Sécurité sociale est universelle depuis 1945, elle doit le rester !

Les « alloc » en péril !

La TVA antisociale va assécher les ressources de la branche famille de la Sécu. Elle est censée se substituer aux cotisations sociales. Il n'y a déjà plus de cotisations sociales familiales (elles sont uniquement « patronales ») sur les salaires inférieurs à 1,6 Smic soit 2337,39 euros. Les patrons seraient exonérés totalement jusqu'à 2,1 Smic et de façon dégressive entre 2,1 et 2,4 Smic (3356,09 euros). Mais l'État percevra son montant à la place de la Sécu et le gouvernement pourra ainsi affecter les sommes recouvrées à de toutes autres dépenses, au détriment des allocations familiales. Plusieurs rapports officiels affichent la nécessité de changer les objectifs de la politique familiale. Il faudrait prendre en compte les besoins des autres branches de la Sécu et renforcer la lutte contre la pauvreté dans l'évolution de la politique familiale. Autrement dit rogner le budget des CAF et mener une politique d'assistance aux plus pauvres au détriment des droits à la Sécu pour tous et toutes.

1. Par exemple Rapport du Conseil de modernisation des politiques publiques.

Les propositions du NPA

• DES SERVICES PUBLICS

La cellule familiale hétérosexuelle est fondée sur l'exploitation du travail domestique gratuit des femmes. En effet, ce sont elles qui prennent essentiellement en charge l'entretien, l'alimentation, le soin des enfants, des malades, et des personnes âgées. Du coup, ce sont les femmes qui subissent en premier lieu les conséquences de la remise en cause des services publics (cantines, crèches, maisons de retraites, hôpital, etc.). Au contraire, nous voulons de véritables services publics gratuits de la santé, de l'éducation, des personnes âgées, de l'enfance (création de places en crèche à hauteur des besoins, accès à la maternelle dès 2 ans pour tous les enfants, centres de loisirs gratuits...), pour que les femmes n'aient pas à assumer ces tâches dans le cadre du travail domestique non rémunéré, et puissent s'en émanciper. La suppression du quotient familial permettrait d'apporter des ressources pour le financement de ces services publics.

• UN FINANCEMENT SOCIALISÉ

Les allocations familiales doivent continuer à être financées par les cotisations sociales, par le salaire socialisé. La fiscalisation de son financement exonère les patrons. Les allocations familiales étaient appelées présalaire. Ce présalaire doit permettre aux pères et aux mères de subvenir aux besoins des enfants, de bénéficier de congés parentaux... Ce salaire socialisé devrait être étendu pendant toute la formation des jeunes : un présalaire d'autonomie jusqu'au premier emploi. La retraite doit aussi être intégralement financée par les cotisations sociales : un salaire continué. Bref, nous voulons un salaire durant toute la vie !

• DES MESURES D'URGENCE !

- Versement de l'allocation familiale dès le premier enfant pour toutes les mères (ou pères), afin de compenser effectivement les charges financières liées à l'entretien des enfants. Cette allocation doit être revalorisée.

- Augmentation de toutes les allocations (aux handicapés, allocation de parent isolé, RMI et RSA au niveau du Smic revendiqué (1600 euros net).

- Création d'un service public du logement et revalorisation des allocations logement afin que le loyer ne dépasse pas 20% des revenus.



Paris, 11 mars. Manifestation du collectif Pas de bébés à la consigne, pour le retrait du décret Morano. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/DA)



<http://www.seronet.info/>

Lutte contre le sida, financement de la santé, sérophobie, loi sur le médicament, légalisation des drogues, prostitution... tels sont les thèmes abordés par Philippe Poutou dans une interview qu'il a accordé à Seronet. Sur le site d'information, d'échange et de soutien destiné aux personnes séropositives et porteuses d'une hépatite virale, le candidat du NPA détaille ainsi son projet en rappelant que « la santé ne doit pas être une marchandise ». Attardez-vous sur cet entretien et prenez le temps de visiter cet espace solidaire.



CINÉMA

LA TAUPE

Thomas Alfredson

Hélas, cette taupe ne travaille pas pour la révolution mais pour Staline au sein même de la direction d'une des agences des services secrets britanniques, le Cirque du MI5. Le film, comme le roman de John Le Carré, est un labyrinthe où tous les coups tordus sont permis. Un de ceux-là mené derrière le Rideau de fer a conduit à la mise en retraite de Control (John Hurt) et de son second Smiley (Gary Oldman). La mort de Control et les fuites trop nombreuses conduisent le gouvernement à sortir Smiley de sa retraite pour démasquer la taupe.

La Taupe est une tragédie, peuplée de héros et de traîtres qui dissimulent leur grandeur sous l'apparence grisâtre de fonctionnaires britanniques ou soviétiques. Les héros, dépressifs pour la plupart, se mentent à eux-mêmes et si *La Taupe* est finalement démasquée c'est, à travers elle, tout un univers de laideur qui est dévoilé et qui permet de comprendre la trahison de ce responsable britannique en quête d'idéal.

Sylvain Chardon



MUSIQUE

LE VOYAGE DANS LA LUNE

Air

EMI

Disons-le d'emblée, nous n'avions pas un a priori très favorable envers ce groupe emblématique de la French Touch versaillaise et d'une bourgeoisie électro qui se satisfait souvent d'elle-même. La surprise se révèle donc autant déstabilisante que plaisante à l'écoute de leur nouveau disque qui se veut une bande originale tardive du film de Méliès *Le Voyage dans la Lune* (et son célèbre astre qui se prend une fusée dans l'œil), aujourd'hui restauré et colorisé. Loin de tous leurs anciens travers, le duo arrive à dessiner un parfait équilibre musical entre la joie élégiaque des images de cette science-fiction début du siècle et leur propre univers entre psychédéisme rock et machinerie soul période seventies. Le résultat est par bien des aspects inespéré et la démonstration que le cinéma muet offre encore le meilleur terrain de jeu aux enfants de Kraftwerk et de François de Roubaix.

King Martov



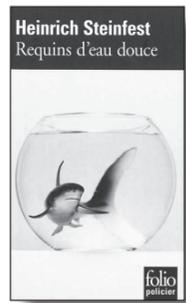
EXPOS

LES MASQUES DE JADE MAYAS

Pinacothèque de Paris

Après le scandale de la dernière exposition consacrée aux Mayas (quai Branly, 2011) sponsorisée par Perenco, pétrolier franco-britannique connu pour ses atteintes à la santé et aux droits des paysans du Guatemala, et les coups de menton de Sarkozy sur l'affaire Cassez faisant annuler les expositions prévues pour « l'année du Mexique », en voici une, d'abord présentée à Mexico, qui aurait pu s'intituler *Visages du divin au quai Branly*, et visible aujourd'hui à Paris, sous un autre titre et sans mécène « encombrant ». Les apports récents de l'archéologie lui permettent de montrer comment les seigneurs mayas s'appuyaient sur le monde des dieux pour mieux dominer les gens d'en bas. De ces derniers, il est peu question, sauf à considérer la perfection des objets qui leur étaient commandés, masques de jade aux jointoiments invisibles, vases aux peintures remarquablement animées, miroirs en fragments d'hématite impeccablement polis... de ce point de vue, ils sont là.

Gilles Bounoure



POLAR

REQUINS D'EAU DOUCE

Heinrich Steinfest traduit de l'allemand (Autriche) par Corinna Gepner

Folio Policier / 7,30 euros
Un cadavre retrouvé dans une piscine perchée au sommet d'un immeuble viennois : somme toute, l'affaire ne présente en soi pas de difficulté majeure. Sauf que le cadavre en question a été en partie déchiqueté par un requin, et qu'il n'y a aucune trace de l'animal. Voici l'inspecteur Lukastik à la recherche du squalo tueur dans une enquête qui va le conduire jusque dans les sous-sols de Vienne. Steinfest réunit ici tous les ingrédients classiques du roman policier, mais il donne un tour plus cérébral à l'ensemble. Par exemple, Lukastik dégage plus facilement son exemplaire du *Tractatus logico-philosophicus* – qu'il traîne partout avec lui – que son arme de service, et il se refuse à toucher le moindre cadavre. Surtout, il mène son enquête à un rythme nettement moins échevelé que ses collègues du genre.

Une vraie curiosité !
Henri Clément

l'essai

TOI AUSSI, TU AS DES ARMES

Poésie et politique
La fabrique éditions

208 pages
12 euros



Ce recueil de neuf textes dont les auteurs se succèdent alphabétiquement (Jean-Christophe Bailly, Jean-Marie Gleize, Christophe Hanna, Hugues Jallon, Manuel Joseph, Jacques-Henri Michot, Yves Pagès, Véronique Pittolo, Nathalie Quintane) est fait pour surprendre. Il est non seulement dû à une « maison d'édition qui n'a jamais publié de poésie », comme écrit l'éditeur, « ce domaine se [situant même] à bonne distance de son catalogue », mais il ne débouche sur aucune conclusion, recette ou recommandation collectives. Il part assurément d'un désir partagé, celui d'une parole qui ait quelque portée sur le plan politique (révolutionnaire, il va sans dire), à l'instar de *L'Insurrection qui vient*, la plus retentissante des productions de cet éditeur, à laquelle se réfèrent plus ou moins explicitement J.-M. Gleize, Chr. Hanna, J.-H. Michot et Y. Pagès (qui marque au passage son « peu d'intérêt pour les surenchères triomphalistes ou catastrophistes – soit l'insurrection soit l'apocalypse »). Désir ou certitude ? « *Toi aussi tu as des armes* », les derniers mots qu'ait inscrits Kafka dans son *Journal*, y voyant « plus qu'une consolation », servent de titre commun à ces textes mais révèlent aussi leurs divergences. On ne peut attendre qu'« *action solitaire* » de la poésie pour J.-Chr. Bailly, H. Jallon la place au contraire au service de la vigilance collective en narratif avec verve le parcours du colonel Frois, inventeur de la « communication » du CNPF puis du Medef. À côté d'auteurs qui se moquent du « *ridicule de la profération poétique-politique* », N. Quintane s'intéresse pour sa part aux *Centuries* rimées de Nostradamus. Autre signe des hésitations que répand notre époque dans les meilleurs esprits, ces écrivains « ont en commun de ne pas trop aimer qu'on les traite de poètes », ce qui n'empêche pas la poésie d'avoir été une arme, par exemple pour les poètes ouvriers américains, et de l'être toujours malgré son maniement délicat.

Gilles Bounoure

À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE
27 rue Taine 75012 Paris / www.la-breche.com
Tél. : 01 49 28 52 44 / Fax : 01 49 28 52 43
Port offert avec cet article. Préciser nom et adresse, merci.

LIVRE À la découverte des lieux communs

Dans *Le Dépaysement, Voyages en France*, Jean-Christophe Bailly prend le temps de visiter l'Hexagone, incitant le lecteur à mettre ses pas, sans tarder, dans ceux de ce formidable voyageur et fin observateur.

Autant le dire tout de suite, cet ouvrage est un objet étrange. En effet, s'interroger sur ce qu'est la France, en ce début de troisième millénaire, relève d'une démarche peu fréquente et prend une tournure particulière, d'autant plus percutante, lorsque l'auteur rejette le fatras idéologique fort nauséabond qui a caractérisé le débat lancé par le pouvoir en place sur l'identité nationale. On ne trouvera pas ici de références douteuses à Jaurès, à Guy Moquet et à Jeanne d'Arc. Le point de départ du livre vient presque fortuitement d'un séjour à New-York vers 1978/1979 et d'un éloignement un peu prolongé. Devant un écran américain, J.C. Bailly visionne un classique du cinéma français, *la Règle du jeu* de Jean Renoir et un déclic se produit. La période d'écriture portera sur les années 2008/2010. Le franchissement des trente premières pages ayant eu lieu, le lecteur voit remonter à la surface de bons souvenirs de cours d'histoire-géo. L'auteur voyage beaucoup, il prend son temps, renonce surtout aux TGV et emprunte des lignes secondaires, par exemple entre Arles et Strasbourg, ce qui implique de nombreux arrêts et changements. Sur de petits carnets, notre voyageur note ses impressions sur les villes traversées, accoudé à la fenêtre d'un compartiment. Nous parcourons l'Hexagone sans itinéraire précis. Nous découvrons un grand intérieur subdivisé en de multiples petits intérieurs, une sorte de cosmopolitisme prolifique. Les hauts lieux ont bien sûr du sens, tels que le pont du Gard, le château de Fontainebleau, la terre cabossée et toujours

bouleversée de la région de Verdun mais ce que l'on pourrait qualifier de « non lieux » aussi, comme un cimetière juif abandonné à Toul ou une fabrique de nasses et de filets à Bordeaux, ou encore un petit village, quelque part dans l'Est, avec son cortège de maisons aux volets clos et son dernier bistrot fréquenté par des vieux. Nous croisons deux voyageurs célèbres : Stendhal, et Stevenson qui fit un périple avec un ami en canoë depuis Anvers jusqu'au Havre, empruntant fleuves et canaux (sa traversée des Cévennes en compagnie d'une ânesse étant beaucoup plus connue). Nous rencontrons des artistes et autres hommes de lettres : Courbet, Jean-Jacques Rousseau, Rimbaud. Impossible de ne pas citer non plus d'illustres inconnus, les peintres de la préhistoire qui ont œuvré dans les grottes de Font-de-Gaume et de Lascaux. Toutes ces rencontres, ces vagabondages ont souvent un lien étroit avec rivières et fleuves : la Loue pour Courbet, l'Oise pour Stevenson, la vallée de la Vézère côté préhistoire. Notre grand explorateur de l'intérieur consacre aussi un chapitre à la Loire à Beaugency et un autre au Rhône qu'il caractérise de particulièrement impressionnant là où il sépare les villes de Tarascon et de Beaucaire, frontière naturelle entre le Languedoc et la Provence. Au rayon du politique, plus précisément de l'utopie, il est indispensable de citer le premier communiste français, Gracchus Baboeuf, décapité à Vendôme en 1797, ainsi que Fourier qui inspira la création du Familistère à l'industriel Godin, à la fin du XIX^e siècle. Les animaux sont aussi de la partie, vieux

chats tigrés croisés dans des ruelles, troupeaux de bovins de race limousine et charolaise (il existe un bovin pour presque trois habitants en France, soit 20 millions), oiseaux rares. Nous touchons au pittoresque avec ce vieux paysan de Saône-et-Loire qui a placé des caméras de vidéosurveillance dans son étable et qui, depuis sa chambre, peut voir si une vache est proche de vèler ou est malade. J.C. Bailly, enseignant à l'École nationale de la nature et du paysage de Blois, tente de faire converger unité nationale et diversités, vaste sujet qui mériterait sans doute une suite.

Jean Paul

Le Dépaysement, Voyages en France, Seuil, Fiction Et Cie, 420 pages, 23 euros.



Solidarité avec le peuple syrien

Malgré la répression sanguinaire du régime de Damas, l'intervention d'une force internationale de maintien de la paix n'est pas la solution. Celle-ci viendra du peuple.

Par une démarche visant à accentuer la pression, la Ligue des États arabes, lors de sa réunion extraordinaire du 12 février, a appelé le conseil de sécurité de l'ONU à la constitution d'une force arabo-internationale «de maintien de la paix» pour intervenir en Syrie; elle a aussi rompu toutes ses relations politiques et diplomatiques avec le régime de Damas et appelé tous les États membres de l'ONU à en faire autant.

Ce type de nouvelles arrivant rarement seules, le nouveau chef de l'organisation terroriste Al-Qaïda, déclare le même jour la guerre sainte contre le régime syrien «laïque et confessionnel», selon ses termes, en vue d'instaurer un État islamique authentique!

Dans la foulée, la rencontre du «groupe d'amis de la Syrie», – une initiative lancée par les gouvernements français et américain à la suite du double veto russe et chinois contre une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU hostile au régime d'Assad au début du mois de février –, va se tenir à Tunis, le 24 de ce mois.

RÉSISTANCE ACHARNÉE

D'ores et déjà, la situation en Syrie est une affaire géostratégique avec des enjeux internationaux et régionaux.

La dictature a lancé de son côté une offensive militaire de grande envergure, il y a quinze jours, avec l'utilisation de tous les moyens militaires lourds comme les chars d'assaut et les hélicoptères... Elle a commencé par écraser toutes les petites villes autour de la capitale, dont la dernière est celle de Zabadani, pour ensuite encercler et pilonner depuis le 4 février Homs au centre du pays, la grande ville symbole de la contestation. Le bilan de la barbarie est lourd : plus de 800 morts et des milliers de blessés, et une situation humanitaire plus que dramatique dans cette ville.

Si l'armée a pu investir les autres zones relativement facilement, à Homs elle rencontre la résistance armée acharnée des déserteurs (l'Armée libre) et des civils en armes.

Cette résistance armée devient une composante importante de la révolution syrienne, notable dans la campagne de Damas, à Zabadani et autour des villes d'Idlib, Deir Azzor et Homs. Pour autant, et bien que la résistance armée ait pris son essor depuis deux mois à cause de la sauvagerie des massacres perpétrés par la dictature et le



Hula (près de Homs), le 13 février. Manifestation contre Assad, après la reprise des bombardements à Homs. (REUTERS/HANDOUT)

nombre croissant des militaires déserteurs, les moyens de luttes pacifiques restent le caractère essentiel de la révolution en cours. Prenant acte, d'une part, d'une campagne militaire meurtrière contre les masses révolutionnaire et, d'autre part, de l'importance croissante de la résistance armée formée par des militaires déserteurs rejoints par des civils, les marxistes révolutionnaires soutiennent cette dernière. Ils appellent à la réunification des brigades de résistance armée sous un seul commandement militaire soumis lui-même à une direction politique et aux objectifs de la révolution, à savoir les coordinations révolutionnaires de terrain. Ils rappellent également que le rôle de cette résistance, dans la phase actuelle doit être de protéger les populations civiles, les manifestations pacifiques et de résister à toute attaque de l'armée.

Mais n'oublions pas que les zones les plus résistantes à la répression du régime sont celles où vivent les masses exploitées, opprimées et marginalisées. Leur slogan ces dernières semaines était «Palestine attends-nous, nous voulons nous libérer avant de te libérer».

CONTRE TOUTE INTERVENTION

La déclaration du chef d'Al-Qaïda ajoute de l'eau au moulin de la dictature et lui fournit un prétexte, si elle en avait encore besoin, pour justifier sa répression sanguinaire contre les masses révoltées. L'appel du chef intégriste reste par ailleurs

nul et sans écho parmi les masses car le caractère civil, démocratique et social de la révolte laisse peu de prise à ces «fous de Dieu». Le slogan répandu dans les manifestations est d'ailleurs «Ni salafisme ni Frères musulmans, notre confession est la liberté». Chaque fois que s'est produit un acte de vengeance ou une déclaration de haine confessionnelle ou religieuse, les forces politiques, les coordinations révolutionnaires et les masses révoltées l'ont condamné et isolé fermement.

La Syrie est un enjeu géostratégique pour les pays occidentaux et leurs alliés, les pays réactionnaires arabes du Golfe, d'une part et la Russie, la Chine et l'Iran, d'autre part. L'acharnement des premiers à mettre la main sur le destin du peuple syrien rencontre l'opposition des seconds qui refusent de perdre leur dernier allié.

Nous nous opposons à toute intervention militaire extérieure dans notre pays. Les masses révoltées contre un régime autoritaire et sanguinaire pour retrouver leur liberté et leur droit à l'auto-détermination, considéreront toute intervention militaire comme une invasion et s'y opposeront par tous les moyens.

Le peuple syrien révolutionnaire finira par faire tomber le régime par ses propres moyens. Il a besoin de la solidarité internationale des peuples.

Ghayath Naisse

À la Réunion, Marine Le Pen se fait chahuter

À l'appel de quelques camarades d'Attac, un petit noyau de militantEs culturels réunionnais et de militantEs de base de la LDH, de SUD éducation, de la FSU, la CGTR, du Front de Gauche et du NPAR, ainsi que de militantEs isolés (se déclarant libertaires ou écologistes) s'était réuni le samedi 28 janvier à Saint-Paul, dans l'ouest de l'île, pour former un comité provisoire à l'annonce de la venue de Marine Le Pen à la Réunion. Ils/elles décidèrent d'appeler à une réunion élargie le mardi suivant à Saint-Denis, ouverte aux organisations syndicales, politiques, culturelles, mais sans succès, à l'exception du FdG...

Ils firent ensuite une conférence de presse annonçant qu'un comité d'accueil («De moune contre la démagogie et le populisme») mènerait des actions à l'occasion de sa venue pour faire savoir que ses idées, comme celles de Claude Guéant ou d'Hortefeux, n'étaient pas les bienvenues

ici à la Réunion, et qu'ils/elles mettraient tout en œuvre pour l'empêcher de diffuser son message raciste.

Le 7 février, jour de son arrivée à l'aéroport de Gillot, nous étions une soixantaine de militantEs à l'attendre de pied ferme avec nos panneaux antiracistes et nos chants en créole, bientôt rejoints par deux ou trois dizaines de personnes ameutées par notre tintamarre.

Le comité d'accueil officiel de Marine Le Pen tenta sans succès de s'imposer dans la salle de l'aéroport et une bousculade s'ensuivit lors de l'arrivée de celle-ci, qui ne s'attarda pas à répondre aux journalistes et se dépêcha de quitter les lieux, protégée par un cordon de policiers.

Une manifestation bon enfant donc, non violente mais déterminée (un camarade réussit à l'arroser de quelques cl d'eau pour lui rafraîchir les idées, en cette période estivale, provoquant la réaction musclée du service d'ordre mis en place par le préfet).

Dans l'après-midi, Le Pen se rendit à Saint-Louis, invitée par un prêtre tamoul dans son temple, et fut accueillie de la même façon par des militantEs de la région ouest, rejoints par des militantEs du PCR menés par le maire, Claude Hoareau...

Le soir rebelote enfin devant le restaurant de Saint-Leu où elle avait convié des personnalités et des sympathisants du FN : 200 à 250 personnes s'étaient réunies pour bloquer l'accès au restaurant et filtrer (de manière non violente mais collective et combative) le passage des personnes cherchant à s'y rendre à pied, faute de pouvoir passer en voiture...

Ce fut là aussi l'occasion de bousculades avec les forces de l'ordre dont la mission était de laisser passer le cortège de Le Pen. Nous avons réussi, avec peu de forces militantes au départ, à poser la question de la légitimité du combat du FN pour se faire entendre.

Correspondant

MOUSTAFA MOHIE* Égypte, une nouvelle phase de la révolution

Avec les gigantesques manifestations du mercredi 25 janvier et du vendredi 27 janvier, puis le massacre de Port Saïd, qui a fait plus de 70 morts le 1^{er} février, une nouvelle vague révolutionnaire vient de commencer. Elle est centrée sur la revendication du départ des militaires du pouvoir.

Les militaires, les Frères et les mouvements de jeunes

Les militaires veulent se retirer du devant de la scène, mais tout en continuant à garder leur influence et leurs privilèges. Les Frères musulmans ne veulent pas déloger l'armée parce qu'ils ont peur d'entrer en conflit avec elle. Cela nécessiterait, par ailleurs, des mobilisations importantes et ils ne veulent pas que la rue fasse partie de l'équation politique. Ils ont trop peur d'être débordés comme cela s'est clairement produit les 25 et 27 janvier.

Les mouvements de jeunes se sont multipliés après la chute de Moubarak. Ils ne comptent parfois que quelques dizaines de membres, mais ils ont joué un grand rôle dans plusieurs campagnes politiques depuis l'été.

Des campagnes de politiques

L'une d'entre elles est parvenue à enrayer le processus de poursuite de civils devant les tribunaux militaires. Une autre a consisté à projeter dans la rue des courtes vidéos permettant ensuite de débattre de la politique du Conseil militaire, et cela même dans des villages reculés.

Ces campagnes défensives ont permis de reprendre l'offensive, et un de leurs résultats concrets a été les journées de mobilisation des 25 et 27 janvier, dont l'ampleur a constitué une surprise pour beaucoup. Mais il ne sera possible de se débarrasser du Conseil militaire que si des liens s'établissent entre le mouvement de la jeunesse et celui des travailleurs.

Où en est le mouvement ouvrier ?

Un progrès qualitatif a été franchi dans l'organisation de la classe ouvrière. Il y avait, en effet, seulement quatre syndicats indépendants début janvier 2011. Il y en a aujourd'hui plus de 350.

Mais il existe plusieurs obstacles freinant ce processus, comme par exemple la loi criminalisant les grèves et la présentation de celles-ci comme un complot contre la révolution.

Tout cela explique pourquoi les mouvements sociaux ont décliné après février 2011 et qu'il n'y a pas eu de réponse positive aux revendications ni d'ouverture de négociations. Les mouvements sociaux ont partiellement repris en septembre, mais ces grandes mobilisations n'ont obtenu que des résultats assez maigres, et cela a contribué au reflux global des luttes jusqu'à maintenant.

Des luttes sont prévisibles dans les mois à venir face à la poursuite de la politique antérieure d'emprunts auprès du FMI et de la Banque mondiale.

Vers une convergence des luttes ?

Depuis 2004, les mouvements de la jeunesse et de la classe ouvrière ont avancé de façon séparée.

Une des sources de cette situation est que le mouvement ouvrier a été mis en miettes pendant des dizaines d'années, et que cela a entraîné une perte de conscience politique parmi les travailleurs.

Cela explique en grande partie pourquoi beaucoup de militants de groupes politiques et des mouvements de jeunes ne comprennent pas l'importance des revendications sociales. Ils ne pensent pas que les travailleurs peuvent les aider dans leurs luttes.

L'inverse est également vrai. Ceux qui participent aux grèves et aux occupations n'ont souvent pas conscience qu'il s'agit d'un acte politique, et ils ont même parfois peur que la politisation de leur action soit un obstacle à la satisfaction de leurs revendications.

Mais, autant cet obstacle était difficilement franchissable avant la révolution, autant la situation est aujourd'hui favorable au changement de cette mentalité isolationniste.

Propos recueillis par notre correspondant, Le Caire, le 5 février 2012.

* Moustafa Mohie est journaliste à Al-Masry Al-Youm, et militant de Renouveau socialiste. Extraits d'une interview disponible sur le site www.solidaires.org

Malgré le froid extrême, c'est chaud dans les lycées d'Ivry et Vitry (94). Le rectorat vient d'annoncer les dotations horaires globales (heures d'enseignement allouées à un établissement scolaire) pour la rentrée 2012. C'est une véritable nouvelle saignée : le lycée Romain-Rolland d'Ivry perd près de 5% de ses horaires, le lycée voisin Jean-Macé de Vitry, près de 10%. Cela arrive après plusieurs années de baisse de moyens, de suppressions de postes. C'est directement au squelette des lycées que s'attaquent le ministère et le rectorat. Ainsi des collègues présents depuis plus de dix ans risquent de voir leur poste supprimé et de se retrouver dans la situation de débutants, à cheval sur plusieurs établissements. Les options, les demi-groupes sont aussi charcutés et les conditions d'étude pour les jeunes sont extrêmement dégradées, d'autant que dans le même temps, le nombre d'heures d'assistants d'éducation et d'assistants pédagogiques diminue (ces personnels assurent la surveillance, une présence auprès des jeunes et une aide aux devoirs). C'est bien toute la politique de réduction des effectifs de la fonction publique qui voit ici son application. Nicolas Sarkozy se vante de la suppression de 160 000 postes de fonctionnaires ; il est en fait responsable du mal-être de milliers de jeunes dans les établissements du secondaire et de conditions de travail toujours plus dures pour les personnels.

Face à cette situation, depuis le 31 janvier (jour de la grève nationale dans l'Éducation nationale), les deux lycées se sont mobilisés pour résister et exiger le maintien de leurs moyens. Blocages des lycées, grèves des personnels d'enseignement et d'éducation, manifestations dans Ivry et Vitry, rencontres avec les élus et manifestations sonores presque quotidiennes devant le rectorat, la mobilisation ne faiblit pas. Les parents d'élèves commencent aussi à prendre part au mouvement, certains collègues du secteur entrent dans la mobilisation et il est à peu près certain que la mobilisation ne faiblira pas dans les jours qui viennent. Le rectorat campe sur une attitude très ferme, jouant le pourrissement du mouvement ou la congélation des manifestantEs, n'acceptant de recevoir des délégations que dans des délais éloignés. Malgré cela, le mouvement reste très déterminé et des discussions commencent à avoir lieu sur ce qu'il conviendra de faire après les congés d'hiver.

La mobilisation à Air France s'étend, en même temps que l'indignation et la colère. Vendredi 10 février était le jour où la direction avait annoncé vouloir dénoncer tous les accords collectifs régissant la paie, les primes et le temps de travail à Air France. La réaction des salariés, avec SUD et la CGT (partout), et avec l'Unsa, FO ou CFDT (selon les endroits), a été à la hauteur. 150 à l'aérogare Orly Ouest se sont rassemblés et ont manifesté, bravant l'interdiction policière. Sur le centre industriel d'Orly Nord, plus de 300 salariés sont partis en manifestation et ont envahi le centre informatique voisin, aux chants de « On a tous zéro », faisant référence à la suppression des avancements cette année et au blocage annoncé des salaires pour les deux ans à venir.

À Roissy, où se tenait le comité central d'entreprise, près de 700 salariés de l'industriel, du fret et de l'aérogare ont envahi le siège social : en forçant les grilles d'abord, puis les grandes portes vitrées, puis les tourniquets d'accès vers les lourdes portes de la salle gardées par les vigiles. Ils sont entrés dans la salle où se tenaient la direction et les élus en session. Dans une ambiance survoltée et entre une haie de « déshonneur », la direction a été expulsée du siège sous les huées des grévistes entonnant les slogans : « dehors dehors » et « on est chez nous ».

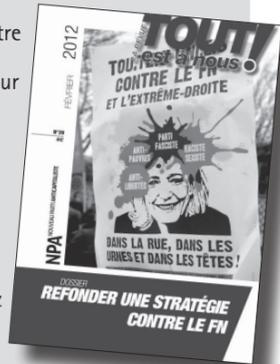
La nouvelle direction arrivée en novembre, formée par Juniac et ses copains de la bande à Sarkozy paraît avoir déjà épuisé son capital de confiance. Les salariés sont exaspérés par ce discours de rigueur pour les plus petits quand les plus hauts s'en mettent plein les foulles. Juniac et son salaire d'embauche à 900 000 euros, et le nouveau scandale du lundi 13 : un billet réservé en classe affaire pour M. Gourgeon et ses amis, destination l'île Maurice pour 24 euros l'aller-retour, à une date où les salariés ont interdiction de voyager sur les lignes Air France car la demande passagers est trop forte ! M. Gourgeon, ex-PDG débarqué par Spinetta, et qui a touché 1,4 million d'euros comme prime de départ en octobre (!) avait lui aussi prôné la rigueur et les sacrifices...

Les militants révolutionnaires sont à la pointe dans cette lutte, qui ne fait que commencer !

**LE N°29 DE TOUT EST À NOUS!
LA REVUE EST DISPONIBLE**

VOUS TROUVEREZ DANS CE NUMÉRO Un dossier sur le « nouveau visage » du Front national, des repères sur la Commune de Derry dont le point culminant fut le Bloody Sunday, des pages « campagne » consacrées à notre position sur la crise de l'euro, un article sur les mythes autour de la microfinance... et bien d'autres encore.

Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à : *Tout est à nous!*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex. Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 11.



Suicides au ministère du travail : ça suffit !

Trois semaines après le suicide de Romain Lecoustre, inspecteur du travail de 32 ans, les agents du ministère du Travail et de l'Emploi (inspection du travail et services de l'emploi) se sont massivement mobilisés le 7 février 2012.

La grève, appelée par l'intersyndicale nationale, a été très suivie, avec des taux de 70% dans certains départements. Des rassemblements ont eu lieu dans plusieurs villes (200 personnes à Lyon notamment). À Paris, 500 agents, dont certains venus de province, ont défilé du ministère, rue de Grenelle, à la tour Mirabeau, quai de Javel, où se tenait un CHSCT ministériel. Le ministère du Dialogue social avait prévu un comité d'accueil, gardes mobiles et gaz lacrymogènes, pour empêcher les agents de se réunir en assemblée générale. Malgré le froid, ils ont tenu bon pendant trois heures et forcé l'administration à ouvrir une salle. Les directeurs ont dû se réfugier au PC de sécurité et Jean-Denis Combrexelle, directeur général du travail, a dû venir s'expliquer, avant de repartir sous les huées.



MORT DU TRAVAIL
Le suicide de Romain, qui avait déjà fait une première tentative en juillet 2011, intervient huit mois après celui de Luc Béal-Rainaldy, dans les locaux même du ministère, qui avait déjà entraîné une mobilisation massive des agents (voir *Tout est à nous!* n°110). Romain, titularisé inspecteur du travail à Arras (Pas-de-Calais) en mars 2010, a mis fin à ses jours après de longs mois de souffrance résultant d'une surcharge de travail, d'un manque de moyens et d'effectifs et des agissements d'une hiérarchie harcelante et obsédée par ses objectifs chiffrés. À peine sorti de formation, il a dû partager avec un jeune collègue la charge de cinq sections d'inspection du travail du fait du sous-effectif, et acheter lui-même livres et matériel pour travailler. Il a dû constamment se justifier devant sa hiérarchie qui lui reprochait de ne pas en faire assez ou de faire diminuer la moyenne des chiffres du département. Puis

affronter, après sa première tentative de suicide, une enquête de l'inspection générale des affaires sociales (Igas, les boeuf-carottes du ministère), dépêchée sur place pour toute réponse aux alertes de Romain lui-même, qui avait demandé à changer de service dès mai 2011, du médecin du travail, qui alertait dès 2010 de la dégradation des conditions de travail et niveau de risque psycho-social élevé, et des syndicats de la région.

CYNISME SANS BORNE
Neuf suicides et douze tentatives en quelques années ne semblent pas concerner les responsables d'un ministère social dont les fonctionnaires subissent les effets des politiques de casse du service public et leurs avatars (LOLF, RGPP, primes au mérite, objectifs chiffrés, entretiens d'évaluation, injonctions contradictoires), et constatent chaque jour les dégâts et le désespoir provoqués dans les entreprises par l'offensive patronale contre les acquis sociaux. Le contenu même de leur travail en est profondément bouleversé.

L'administration fait preuve d'un jusqu'au-boutisme et d'un cynisme sans borne. Elle refuse de dire que les suicides de Luc et de Romain sont imputables au travail et exige, pour celui de Romain, une enquête alors que les faits l'accablent. Elle ignore les doléances des agents, recueillies après le suicide de Luc, et, comme si de rien n'était, déroule ses objectifs chiffrés dans les réunions de service et demande aux inspecteurs et contrôleurs du travail de donner la priorité en 2012 aux actions de contrôle des risques psycho-sociaux dans les entreprises. Elle accentue la pression en qualifiant les actions de résistance des agents de « dérives comportementales » et en envisageant des retenues sur salaire. Intervenir serait de toute façon donner raison à ce que tout le monde dénonce : l'organisation du travail mise en place tue.

JUSTICE ET DIGNITÉ
Pour le moment, l'administration fait le dos rond. Elle a annoncé quelques mesurées sans rien

remettre en cause et attend que ça se passe. L'intersyndicale devait se réunir cette semaine pour discuter des suites. Dans les organisations syndicales où ils sont actifs, les militants du NPA défendent, avec d'autres, l'organisation d'une journée de grève d'ici un mois, pour ne pas faire retomber la pression, et la perspective d'états généraux des services capables de faire un lien avec d'autres luttes sectorielles. Nous cherchons également à porter une critique radicale de l'organisation du travail que nous subissons, dans laquelle ne sont pas solubles la souffrance au travail et les recettes managériales prétendant la combattre. La mobilisation est incontestablement montée d'un cran, certes en raison d'un nouvel événement tragique. Mais elle marque une détermination des agents à ce que justice soit faite pour Romain, Luc et les autres, à marquer leur dignité, à ne pas se laisser détruire, à obtenir des victoires.

Comité NPA inspection du travail-emploi Île-de-France

DAL, travailleurs sociaux, RESF même combat !

Malgré les grands discours et les lois comme celle sur le logement opposable, de nombreuses familles sont à la rue. Le DAL a installé six d'entre elles dans un local vide à Rouen. Quant à la mairie, elle ne veut reloger que les familles françaises.

À Rouen, depuis mardi 17 janvier, le DAL (Droit au logement) a installé dans un local vide de l'avenue du Mont-Riboudet, six familles qui sont à la rue, avec des enfants ! Pour certaines d'entre elles, les pouvoirs publics ont été condamnés par la justice au nom de la loi Dalo (droit au logement opposable). Mercredi 26, un rassemblement à la préfecture dénonçait le désengagement de l'État concernant le logement social, les hébergements d'urgence et son non-respect des lois. Le jour même, une des familles sans logement, une mère et ses deux enfants, était arrêtée par la PAF (police des airs et des frontières) et conduite immédiatement au Centre de rétention administrative (CRA) d'Oissel. Le lendemain matin des militantEs du DAL, de RESF, des enseignantEs des collèges où sont scolarisés les enfants, des travailleurs sociaux qui s'étaient occupés de la famille étaient devant le CRA pour accompagner celles et ceux qui voulaient rendre visite à la famille et pour dénoncer à la presse et à la télévision présentes cette ignominie. D'autant plus que cette famille faisait partie des cas qui devaient être discutés à

la préfecture lors d'un rendez-vous prévu quelques jours avant ! Il y eut un bel élan de solidarité et vendredi 27 janvier lors de l'audience au tribunal administratif la salle était pleine. L'avocat a plaidé l'illégitimité de l'enfermement d'enfants au CRA, contraire à la Convention européenne des droits de l'homme et à l'arrêt Popov, qui avait précédemment jugé que les conditions d'enfermement au CRA d'Oissel étaient dégradantes et traumatisantes au regard des droits de l'enfant. Le tribunal a statué pour la libération de la maman et de ses deux enfants. Mais l'obligation de quitter le territoire court toujours et la famille est expulsable. La solidarité est donc toujours à l'œuvre.

Vendredi soir une centaine de manifestantEs à l'appel du DAL ont envahi le conseil municipal de Rouen pour exiger aussi de la mairie qu'elle prenne ses responsabilités et qu'elle ne laisse pas familles et enfants à la rue. Un rendez-vous a été pris avec les représentants de la mairie de Rouen pour lundi 30 janvier afin d'examiner des possibilités de relogement. Mais lundi, lorsque nous avons rencontré la maire de Rouen et

des conseillers municipaux de différentes tendances politiques, il n'était plus question que d'un relogement pour une seule famille française sur les six. Pour les autres, étrangement, la mairie ne veut pas franchir le pas et s'opposer à la préfecture. Elles doivent d'abord être en règle sur le séjour, en attendant elles n'ont droit qu'au centre d'hébergement d'urgence saturé, donc c'est la rue, sauf quand il fait -5° et que les gymnases sont ouverts. Le combat continue.

TRAVAILLEURS SOCIAUX EN LUTTE
Au même moment les travailleurs sociaux sont en lutte contre la restriction des budgets qui signifient des suppressions d'emplois, d'accompagnement aux personnes en grande difficulté et la fermeture de centres d'hébergement comme celui de la rue Maladrerie, programmée pour mars. Deux luttes qui se rejoignent et sont solidaires l'une de l'autre.

Correspondant local, Rouen

La formidable résistance des salariés de Thales Services Business Solutions (BUS)

Les salariés de Thales BUS sont mobilisés depuis le mois de septembre contre la vente de leur société à une entreprise sous-traitante.

Depuis mi-septembre, les salariés de Thales Services Business Solutions (BUS) sont mobilisés contre le projet de vente de leur activité (BUS) à la SSII GFI (société de sous-traitance informatique). Pour les salariés, il s'agit d'un plan de licenciements déguisés (un plan de licenciements « low cost »). Les techniciens et ingénieurs de Thales BUS ne sont apparemment pas traités comme les salariés des boîtes qui mettent la clef sous la porte puisqu'ils ont un reprenneur par le biais de la SSII GFI. À court terme seulement, car dans le métier des prestations informatiques, les jeunes techniciens et/ou ingénieurs sans expérience commencent leur carrière par une SSII qui les paie peu avant de se faire embaucher par une entreprise donneuse d'ordre comme Thales par exemple. À 40/50 ans, comme la majorité des salariés de Thales BUS, ils sont « trop vieux et trop payés » pour

une SSII et c'est le chômage qui les attend à terme. Thales ne sous-traitait pas son informatique jusqu'en 2002. Jusque-là l'informatique était considérée comme le « coeur de métier ». L'ultralibéralisme financier emportant tout, Thales sous-traite à présent et veut sous-traiter toujours davantage. Luc Vigneron, le PDG de Thales, veut vendre des activités du groupe (1 milliard d'euros de chiffre d'affaires) pour, officiellement, se recentrer, mais pratiquement faire du cash sur le dos des salariés et monter dans le capital d'entreprise jugées plus lucratives (DCNS, Nexter, Finmeccanica en Italie). L'horreur des objectifs financiers à court terme sur le dos des salariés dans toute sa splendeur ! Pas de chance pour le « Sarkozy boy », il est tombé sur un os. Des salariés mobilisés et déjà échaudés par d'autres plans de cession. Des salariés organisés par des syndicats insérées (CFDT et CGT

essentiellement) à Vélizy, Toulouse, Valence... Quatre mois d'actions incessantes et quotidiennes : manifestations, collages, grèves. Ils étaient encore massivement devant le siège de Thales à Neuilly, vendredi 19 janvier. Ils ont bloqué plusieurs fois les sites Thales de Vélizy et Toulouse en ce début février. Le PDG qui devait se rendre à Vélizy a préféré rebrousser chemin et laisser ses directeurs affronter les salariés. L'Intersyndicale a pris des contacts auprès des politiques et reçus le soutien concret de Benoit Hamon et Jean-Luc Mélenchon. En parallèle, les élus utilisent les instances de représentation du personnel : CE, CHSCT, délégués du personnel. Ils ont commandé une expertise au cabinet Syndex et les premières présentations faites en CE, tant sur l'aspect économique que sur l'aspect social, ont montré que BUS était vendu au seul reprenneur qui se soit manifesté.

De nombreux salariés à Vélizy et Toulouse ont fait des malaises, la médecine du travail a tiré publiquement la sonnette d'alarme. Mais le gouvernement (Pécresse et Baroin) fait la sourde oreille et fait livrer des analyses fantaisistes dans la presse aux ordres (Dassault est en effet l'actionnaire privé de référence de Thales). Le temps joue en faveur des salariés. Une opération purement financière comme celle-là en pleine campagne électorale fait mauvais genre, surtout quand l'État garde une minorité de blocage dans le groupe. Quelle qu'en soit l'issue, les salariés de BUS auront montré qu'il est toujours possible de s'opposer aux plans financiers des grands groupes. Le NPA et son candidat, Philippe Poutou, apportent tout leur soutien aux salariés de Thales services. **Correspondant**
Contacts : CFDT : cfdtthaleservices@orange.fr - CGT : thales-services.cgt@wanadoo.fr

À PROPOS DES GUÉANTRIES PEU CIVILISÉES Martiniquais, Martiniquaises, encore un effort !

Plaisant spectacle que ces ministres fuyant à la queue-leu-leu un débat sur la prétendue hiérarchie des civilisations qu'eux-mêmes par leurs déclarations honteuses ne cessent de ranimer pour courir après les faveurs électorales du courant politique le moins civilisé de France ! C'est vrai qu'ils étaient chez eux, dans un Hémicycle qui en a entendu d'autres ! De Jules Ferry à Sarkozy, combien ont offensé l'intelligence et la dignité humaine en parlant de « races supérieures et races inférieures », du « devoir de civiliser des uns sur les autres », de peuples « entrés ou non entrés dans l'histoire ». « Accommodez-vous de moi, je ne m'accommode pas de vous », semblait leur dire le député martiniquais qui, en la circonstance, parlait au nom de tous les méprisés de chez nous et d'ailleurs ! Merci pour cela et que la honte soit au maître ! Nous ne cacherons pas pourtant que ce sursaut appelle une interrogation plus sérieuse que les pitreries des grincheux : s'agirait-il

vraiment de l'amorce d'un cours nouveau de la politique martiniquaise ou d'une de ces postures sans lendemain dont certains chez nous ont le secret ? Un passé encore frais nous oblige à cette prudence dans le commentaire. Il n'y a pas longtemps, un ministre et non des moindres, condamné par un tribunal français pour racisme, accompagnait bras dessus bras dessous l'homme du trop fameux discours de Dakar. Nos politiques majoritaires, dans leurs deux branches ennemies, ont alors regardé ailleurs. Leur souci principal était de jouer des coudes pour se faire caresser l'épaule par celui qui détenait la clé du 73 ou du 74 [de la Consitution] et qui pour l'heure était venu dire au patronat de l'hôtellerie en Martinique : « qui veut gagner des millions ? » Brice Hortefeux n'avait pas parlé de « civilisations » ni « d'entrée dans l'Histoire », mais plus trivialement de races. Était-ce plus anodin ? Seul pourtant le GRS diffusa à 10000 exemplaires un tract dénonçant cette présence et fustigeant celui dont les uns et les autres

cherchaient désespérément un petit mot de complicité dans leurs querelles relativement dérisoires ! Seul le Collectif du 5 février tint alors meeting à la Maison des syndicats, pour dénoncer le carnaval de Sarkozy. Le sursaut de Serge Letchimy n'aura un sens profond et des conséquences bénéfiques que si, ignorant les cris des colonialistes outragés et même la gêne perceptible des alliés « socialistes », il inaugure une politique appelant un chat un chat, fustigeant systématiquement les turpitudes des administrateurs coloniaux, tournant les dos aux croyances en la sagesse d'un pouvoir colonial qui n'est capable d'entendre qu'une seule chose : l'action déterminée des travailleurs et du peuple, dans un mouvement unitaire, autour de ses seuls intérêts, loin des querelles politiques subalternes. À toutes celles, à tous ceux que ce bon sens anticolonialiste et anticapitaliste toucherait, nous dirions sans hésiter : chiche ! **Groupe Révolution Socialiste, Fort-de-France le 8 février**

TRIBUNE DE LA GAUCHE ANTICAPITALISTE

Rassemblement la gauche radicale, c'est parti !

L'entrée en campagne imminente de Sarkozy est sans surprise. Il se présente comme le seul à disposer de l'expérience nécessaire pour piloter le navire en pleine tempête. Il se présente comme l'homme d'une droite dure, sécuritaire, pour draguer les voix du FN. Même s'il est impossible, à un peu plus de deux mois de l'échéance, de prévoir le résultat final, il est évident que Sarkozy a du pain sur la planche pour remonter la pente. L'envie de « sortir le sortant » est puissante et positive. Pour l'heure au zénith dans les sondages, son principal challenger n'offre pas de véritable alternative, dans le sens où le projet de Hollande est lui aussi frappé du sceau de l'austérité. Dans la rue et dans les urnes, il faut offrir une alternative à gauche. Sans cela, l'emprise sur les classes populaires d'une extrême droite relookée mais toujours aussi nocive, se fera de plus en plus prégnante. À gauche du PS, si des divergences demeurent, des convergences sont possibles. Pour mettre nos efforts en commun dans les luttes et mobilisations sociales, c'est évident. Mais aussi dans une collaboration politique durable permettant de donner force et crédibilité à un programme d'urgence basé sur la répartition

des richesses et la transition énergétique. C'est possible et vital. La campagne électorale l'illustre. Au-delà de divergences maintenues sur le bilan des gouvernements d'union de la gauche de 1981 et 1997, sur le rapport à la République et à la nation, la campagne dynamique que mène Jean-Luc Mélenchon énonce un large spectre de propositions politiques communes à toute la gauche radicale. Réquisitionner les entreprises qui licencient en délocalisant, prendre des mesures pour museler la finance, refuser de faire payer la crise à la majorité de la population, organiser la planification de la transition énergétique, rompre avec une V^e République antidémocratique, rompre avec les traités européens pour réorganiser une Europe qui réponde aux impératifs sociaux, écologiques, démocratiques, voilà des propositions qui vont dans le bon sens. Pour favoriser ces convergences, il faut favoriser les rencontres et le dialogue. L'initiative unitaire réussie qu'a prise la Gauche anticapitaliste, le week-end dernier à Saint-Denis, s'inscrit dans cette logique. Les débats sur l'Europe, la crise, la transition énergétique, la démocratie etc., comme la table ronde en présence de représentantEs de toute la

gauche radicale ont montré qu'il est possible de débattre et de converger. Une question importante demeure toutefois ouverte, celle de l'attitude vis-à-vis du PS. De ce point de vue, on sent des approches différentes au sein du Front de Gauche, entre d'un côté le PCF qui laisse ouverte la perspective d'alliance et le PG, la Fase, Convergences et Alternative, qui indiquent refuser de collaborer à un gouvernement social-libéral. Nous verrons bien quel sera le choix final des uns et des autres. La direction du NPA a finalement décidé, après s'y être opposée, de participer à cette initiative. C'est positif, mais il n'en demeure pas moins que l'orientation qui est mise en œuvre au quotidien va dans le sens inverse. La GA en appelle une nouvelle fois aux militantes et aux militants du NPA, comme à celles et ceux qui l'ont quitté, pour mettre un terme à ce cours politique et imposer sur le terrain et par le débat démocratique une réorientation*.

* C'est le sens de la déclaration adoptée à l'unanimité par les délégués réunis à Paris le 12 février : www.gauche-anticapitaliste.org/content/declaration-de-la-gauche-anticapitaliste-le-12-fevrier-2012

S'abonner à Tout est à nous !

Par prélèvement automatique

Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire **accompagné d'un RIB** à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard

- Hebdo (14 euros/trimestre)
 Hebdo + Mensuel (25 euros/trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

- Hebdo (10 euros/trimestre)
 Hebdo + Mensuel (19 euros/trimestre)

J'autorise, par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvements trimestriels établis à mon nom, qui seront présentés par :

ORGANISME CRÉANCIER :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC)
2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex
Numéro spécial d'émetteur : 554755

Titulaire du compte

Nom :
Prénom :
Adresse :
Code postal :
Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter

CODE ÉTABLISSEMENT : CODE GUICHET :
N° DE COMPTE :
CLÉ RIB :
Date :

Signature : _____

Établissement teneur du compte

Banque :
Adresse :
Code postal :
Ville :

Par chèque, à l'ordre de : NSPAC
2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

- Tarif standard**
- Hebdo 6 mois 1 an
 28 euros 56 euros
- Mensuel 6 mois 1 an
 22 euros 44 euros
- Hebdo + Mensuel 6 mois 1 an
 50 euros 100 euros

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

- Hebdo 6 mois 1 an
 20 euros 40 euros
- Hebdo + Mensuel 6 mois 1 an
 38 euros 76 euros

ÉTRANGER

Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31
ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org



Ils ont gagné contre une loi antipauvres.

L'Assemblée nationale avait voté fin 2011 un article de loi visant à empêcher de résider à l'année dans un camping, en exigeant des résidents de plus de trois mois qu'ils/elles fournissent un justificatif récent de domicile. Pervers, puisque justement c'est le camping qui est leur domicile, à cause du manque de logements et des loyers trop chers. Les résidents et des associations se sont mobilisés, manifestant à Toulouse et à Châtelailon-Plage en Charente-Maritime (mairie du député Léonard, auteur de la loi), avec le DAL, des habitants de logements éphémères ou mobiles (Halem), soutenus par Jacques Gaillot et la LDH. Le député s'est engagé à retirer cette disposition de sa proposition de loi. Victoire, mais le combat n'est pas terminé. Plusieurs centaines de milliers de personnes, dont 70 000 installées dans des équipements touristiques, habitent en permanence, par choix ou par nécessité, dans des mobil-homes ou des caravanes. En toute connaissance de ces chiffres et du manque de logements, le gouvernement (outre la loi Léonard) a pris un décret le 1^{er} octobre 2011 limitant à deux ans le temps d'habitation dans un mobil-home ou une caravane installée dans un équipement de loisir. Le DAL demande « un statut plus protecteur pour les habitants de camping, et d'habitations précaires

ou de fortune, créant un droit au maintien dans les lieux et un droit au relogement, notamment dans le cadre d'améliorations indispensables de la procédure Dalo ».

Ils/elles sont donc menacés dans le temps et dans leur vie quotidienne, et accèdent difficilement aux droits sociaux liés à l'habitation : droit de vote, scolarisation, accès aux prestations sociales...

M-real : une belle lutte pour l'emploi.

Au bout de neuf mois, les salariés du site partagent au moins une certitude : celui qui lutte peut perdre, celui qui ne lutte pas a déjà perdu. La mobilisation, engagée sur le mot d'ordre « interdisons les licenciements chez M-real comme ailleurs », avait dû se resserrer au fil du temps autour de l'exigence de maintien de tous les emplois par l'expropriation, pour se concentrer finalement sur une simple disposition législative qui interdirait à un capitaliste de fermer en refusant une vente au prix du marché. Une idée reprise par Eva Joly et Jean-Luc Mélenchon lors de leur passage à l'usine, par le député PS François Loncle aussi, mais qui tarde à prendre la forme d'une proposition de loi... Comme les échéances se rapprochent, l'intersyndicale a dû changer de pied, en maintenant ses deux axes : d'une part, la négociation des meilleurs congés de reclassement, garanties et indemnités possibles (en moyenne 90 000 euros net d'impôts alors que l'indemnité légale aurait

été de 10 000 euros). D'autre part, l'emploi, toujours et surtout, mais pour l'après-fermeture. Et là, coup de théâtre, le groupe finlandais a finalement accepté de ne pas démonter les équipements et machines, d'en assurer la maintenance et la sécurité afin de ne pas empêcher la mise en œuvre d'un projet alternatif. Or deux repreneurs sont toujours intéressés ! Un vrai recul dans lequel la peur de se voir imposer par l'État une dépollution « à nu » au prix fort n'est pas pour rien. Mais ça aussi, c'est un effet de la pression que les travailleurs ont su exercer.

Carhaix : soutien aux inculpés.

Plus de 300 personnes ont manifesté à Carhaix (Bretagne) samedi 28 janvier en soutien aux deux inculpés (dont un élu de la municipalité) et défenseurs de l'hôpital de Carhaix. Accusés de dégradations en marge d'une manifestation pour la défense de la maternité, ils risquent, après appel du parquet, six mois de prison avec sursis et 5 000 euros d'amende pour l'un et quatre mois de prison ferme pour le second. Le nombre important de manifestants, bientôt quatre ans après le début de la lutte, est le signe du soutien et de la mémoire de ce combat exemplaire. Le NPA était représenté par ses militants locaux et une forte délégation départementale, très visible en soutien aux camarades inculpés mais aussi pour dénoncer avec force l'acharnement judiciaire

et la criminalisation du mouvement social et des luttes en cours. Le prochain rendez-vous est fixé le 16 février à Rennes à la cour d'appel qui doit rendre son verdict.

Xavier Mathieu condamné pour refus de fichage génétique.

Vendredi 3 février, la cour d'appel d'Amiens a jugé Xavier Mathieu coupable du délit de refus de se soumettre au prélèvement ADN, et condamné à 1 200 euros d'amende. Une centaine d'ex-salariés de l'usine Continental étaient présents pour entendre ce jugement. Xavier avait été relaxé en première instance en juin par le tribunal correctionnel de Compiègne mais le parquet avait fait appel et requis une peine d'un mois de prison avec sursis en plus de l'amende. Cette condamnation fait suite au refus de Xavier de se soumettre à un prélèvement ADN après sa condamnation pour sa participation au prétendu saccage de la sous-préfecture de Compiègne en avril 2009. « Ce n'est pas l'amende le pire, c'est d'être condamné, d'être traité comme un délinquant. Les délinquants, ce sont les dirigeants de Continental ». À Compiègne, le tribunal avait prononcé une relaxe estimant le prélèvement « inadéquat, non pertinent, inutile et excessif », car les faits relevaient « d'une logique parfaitement lisible de combat syndical et non dans une démarche à vocation purement délinquante et antisociale ». À la sortie du tribunal, Xavier déclarait : « Je suis condamné, ça veut dire qu'ils peuvent se repointer demain et me redemander mon ADN, et me rejurer si je refuse ».

Prison sans chauffage.

Le 2 février, des détenus de la prison de Nanterre ont refusé de regagner leurs cellules. La raison ? Le chauffage qui ne fonctionne pas, alors que le froid atteint des sommets. De colère, les 46 détenus s'en sont pris au bureau des surveillants et ont cassé du matériel informatique, selon David Mahieux, responsable de FO-Pénitentiaire. Alors que les médias nous inondent d'informations et d'anecdotes liées au froid qui sévit depuis plusieurs semaines, les conditions de détention des prisonniers sont une

fois de plus absentes des JT. Peu se soucient de l'état lamentable des prisons, des conditions de vie inhumaines auxquelles, il faut le rappeler, un détenu n'est pas censé être condamné. À Nanterre, le manque de chauffage a vraisemblablement été la goutte d'eau qui fait déborder le vase.

Grève des postiers dans les Hauts-de-Seine.

Les facteurs de Nanterre ont débuté leur mouvement de grève le 16 janvier contre la suppression de quatre tournées de facteurs et de six emplois, et pour la titularisation des contrats précaires. Leur lutte, au départ isolée, a commencé à s'étendre : Malakoff, Vanves, et peut-être bientôt d'autres leur emboîtent le pas. La direction de La Poste ne se contente plus d'enchaîner les restructurations. Elle donne le moins d'informations possible sur les caractéristiques et la date de mise en place de ses projets. Les grévistes de Nanterre ont répondu en soulevant une question essentielle : est-il légitime que ce soit des gens qui n'ont jamais distribué la moindre lettre qui décident des emplois nécessaires ? Pour les grévistes, ce sont les postiers qui font les tournées, c'est à eux de décider s'il faut ou non en supprimer ! La direction du 92 ne déroge pas à sa tradition répressive. Elle a envoyé treize fourgons de CRS contre les grévistes de Nanterre, qui avaient pour seul tort d'occuper pacifiquement leur lieu de travail. Elle envoie une fois de plus un représentant syndical en entretien préalable au licenciement. Face à l'intransigeance des dirigeants, les grévistes ont choisi d'étendre le conflit. Celui-ci est devenu départemental, et implique désormais plusieurs bureaux qui ne s'étaient pas mobilisés depuis plus de dix ans : la preuve que personne ne naît non-gréviste et que, partout où il y a des salariés, il y a des réserves de mobilisation. Les facteurs de Nanterre ont adopté dès leur deuxième semaine de grève un appel à regrouper les bagarres dans la plus grosse entreprise de France. Une telle convergence des luttes est la seule manière de stopper les suppressions d'emplois et de gagner sur les salaires.

MANIF DE SOUTIEN 122 postes menacés à Delbard



7 février, Commentry. Manifestation de soutien aux salariéEs de la pépinière et roseraie G. Delbard, à Malicorne (Allier), dont le groupe propriétaire veut se débarrasser. 122 salariéEs sont menacés. La société est en redressement judiciaire et les éventuels repreneurs ont jusqu'au 18 février pour se faire connaître. Plus de 600 personnes défilaient dans les rues de Commentry malgré un froid glacial. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB)

“ NO COMMENT

Les années 1980 étaient une époque différente. Les gens disaient qu'il y aurait des chars soviétiques sur la place de la Concorde. Cette époque est révolue, c'est de l'Histoire. [...] Il n'y a plus de communistes. [...] La gauche a été au gouvernement pendant quinze ans au cours desquels nous avons libéralisé l'économie, ouvert les marchés à la finance et aux privatisations. Il n'y a rien à craindre. FRANÇOIS HOLLANDE, AU GUARDIAN ”

TOUT est à nous !
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction : 01 48 70 42 27
Diffusion : 01 48 70 42 31
Administration : 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex
Mail : redaction@npa2009.org
Numéro ISSN : 1969-8178
Commission paritaire : 0414 P 11508
Tirage : 6 500 exemplaires
Société éditrice : Nouvelle Société de presse,

d'audiovisuel et de communication (NSPAC)
SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication :
François Coustal
Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®